



Rapport financier semestriel 2010

	<i>Page</i>
I – Rapport semestriel d’activité du Conseil d’administration au 30 juin 2010	3 - 14
II – Comptes consolidés du groupe CNP Assurances au 30 juin 2010	15 - 76
III – Rapport des commissaires aux comptes sur l’information financière semestrielle 2010	77
IV – Attestation du responsable du rapport financier semestriel	78

I - Rapport semestriel d'activité du Conseil d'administration au 30 juin 2010

SOMMAIRE

1. Faits marquants.....	P.3
2. L'activité	P.5
3. Comptes consolidés	P.11
4. Facteurs de risques.....	P.15
5. Perspectives de développement.....	P.15

1 FAITS MARQUANTS

1.1 Premier semestre

- Généralisation d'une offre dépendance MGEN, réassurée par la CNP

A compter du 1^{er} janvier 2010 la prestation dépendance totale, réassurée à 50% par la CNP, est incluse dans les garanties statutaires de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale pour l'ensemble des adhérents et leurs conjoints.

Avant le 1^{er} janvier 2010, 3 millions de personnes en France étaient couvertes par une assurance dépendance, l'offre de la MGEN porte leur nombre à 5 millions ; l'augmentation du nombre des assurés permettra d'affiner la tarification de cette garantie.

- Finalisation de la cession de la participation dans le groupe Global Seguros

Après l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires, CNP Assurances a finalisé le 3 mars 2010 la transaction avec Rentipar Seguros SGPS ayant pour objet la cession de ses participations de 83,52 % et 83,57 % respectivement dans Global - Companhia de Seguros, S.A. et Global Vida - Companhia de Seguros de Vida, S.A. (Global Seguros), pour un montant total final de 114,6 millions d'euros, valorisant ainsi les deux sociétés à 137,2 millions d'euros pour 100 % du capital. Cette opération permet à CNP Assurances de dégager une plus-value d'environ 30 M€.

Dans le prolongement des récents partenariats signés avec Barclays Bank Plc en Espagne, au Portugal et en Italie et avec Marfin Popular Bank en Grèce et à Chypre, cette transaction complète la démarche de recentrage de CNP Assurances en Europe du Sud sur son cœur de métier, la bancassurance.

- Assemblée générale annuelle de CNP Assurances

L'assemblée générale du 25 mai 2010 a notamment approuvé un dividende de 3 euros par action, mis en paiement le 1^{er} juin 2010.

Par ailleurs, les actionnaires ont voté en faveur d'une division par 4 du nominal de l'action CNP Assurances. Cette opération, sans coût pour l'actionnaire, vise à renforcer les échanges sur le titre. Elle permettra en outre une meilleure accessibilité de l'action CNP Assurances aux actionnaires individuels. La division du nominal est effective au 05 juillet 2010.

- Prolongation de la convention de partenariat entre la Mutuelle Nationale Territoriale et CNP Assurances

Le 10 juin 2010, CNP Assurances et la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT) ont prolongé jusqu'au 31 décembre 2017 leur convention de partenariat qui expirait fin 2012.

Compte tenu de la place significative qu'elle occupe dans le secteur des mutuelles de fonctionnaires et auprès des collectivités locales, CNP entretient de longue date des relations régulières avec la MNT, première mutuelle de la Fonction Publique Territoriale. Les deux partenaires ont ainsi souhaité conclure un accord significatif, qui s'inscrive dans la durée, à partir du socle de la prévoyance.

La coopération entre la MNT et CNP vise :

- pour la MNT à asseoir sa position de mutuelle référente de la Fonction Publique Territoriale ;
- pour CNP à élargir notablement ses activités sur ce secteur.

La prolongation anticipée de cette convention jusqu'au 31 décembre 2017 consolide, dans un cadre sécurisé et cohérent, le partenariat original que CNP Assurances a bâti depuis plus de 60 ans avec les mutuelles de la Fonction Publique d'Etat, Territoriale et Hospitalière.

- Récompenses pour les contrats multisupports

Les produits multisupports de La Banque Postale et de la Caisse d'Epargne figurent dans le classement des « Trophées du Revenu ».

Le magazine Le Revenu a attribué deux de ses prix pour l'année 2010 à La Banque Postale : un Trophée d'Or pour Cachemire dans la catégorie contrats multisupports diversifiés (16 à 50 fonds) et un Trophée de Bronze pour Vivaccio dans la catégorie contrats multisupports actifs (2 à 15 fonds).

Trois prix reviennent aux produits proposés par les Caisses d'Epargne, dont un Trophée d'Or à Nuances Privilège dans la catégorie contrats multisupports offensifs (plus de 50 fonds). Des Trophées de Bronze ont été attribués à Nuances 3D (contrats multisupports diversifiés de 16 à 50 fonds) et Nuances Plus (contrats multisupports diversifiés de 16 à 50 fonds).

1.2. Evènements post clôture

Aucun changement significatif n'est survenu dans la situation financière ou commerciale du Groupe depuis la fin du premier semestre 2010.

2 L'ACTIVITÉ

2.1 L'environnement économique et financier

Au 1^{er} semestre 2010, le CAC 40 a reculé de 12,54%, à 3.442,89 points. Les marchés actions ont été marqués par la crise de la dette souveraine dans la zone euro (dégradation de la note de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal), la mise en place de plans de rigueur en Europe, les interrogations sur la solvabilité des banques européennes et les craintes d'un ralentissement de la reprise économique mondiale (révision à la baisse du PIB américain au 1^{er} trimestre, infléchissement de la croissance chinoise, risque d'une récession en double creux). Après un plus haut à 3,61% le 4 janvier 2010 et un plus bas à 2,86% le 25 mai 2010, le rendement de l'OAT 10 ans s'est inscrit à 3,09% le 30 juin 2010 (- 54 pb). Le taux Euribor 3 mois a terminé à 0,767% (+ 7 pb). Sur le marché des changes, l'euro a perdu 14,8%, à 1,2271 dollar.

Tableau de synthèse au 30 juin 2010

	30/06/10	31/12/09	30/06/09
CAC40	3 442.89	3 963.33	3 140.44
Eurostoxx50	2 573.32	2 966.24	2 401.69
Euribor 3 mois	0.767%	0.700%	1.099%
OAT 10 ans	3.090%	3.591%	3.720%
1 € en \$ (spot)	1.2271	1.4406	1.4134
1 € en BRL (spot)	2.2263	2.5109	2.759
1 € en BRL (moyen)	2.3871	2.745	3.046

2.2 L'environnement réglementaire et fiscal

Au cours du premier semestre 2010 l'environnement réglementaire et fiscal n'a pas subi d'évolution susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité de CNP Assurances.

2.3 Activité du Groupe CNP Assurances au 30 juin 2010¹

Au 30 juin 2010, le chiffre d'affaires du groupe progresse de 2,4% à 17,7Md€.

Le segment de l'épargne est en légère baisse de 1%. Le premier semestre 2009 avait connu lui-même une très forte croissance sur ce segment (près de 30%) due aux campagnes commerciales sans frais à l'entrée. Le bon niveau atteint en épargne au 30 juin 2010 (13,4Md€) a été réalisé dans un contexte de net redressement des chargements à l'entrée, conformément au principe de croissance rentable annoncé début 2010.

La retraite, la prévoyance et la couverture de prêts sont en croissances significatives. Un effet change positif est à prendre en compte dans ces bonnes performances. En effet, le Real Brésilien s'est fortement apprécié sur la période (+22% sur 12 mois). L'intégration de CNP-Barclays Vida y Pensiones (CNP-BVP) au périmètre du groupe contribue également à ces hausses de l'activité. A périmètre et change constants, la retraite, la prévoyance et la couverture de prêt sont respectivement en hausse de +3,8%, +11,9% et +8,2%.

Chiffre d'affaires (en M€)	IFRS		Normes Françaises	
	30/06/2010	Evolution (en %)	30/06/2010	Evolution (en %)
Epargne	13 415,9	- 1,0	13 914,0	+ 1,5
Retraite	1 534,5	+ 21,0	1 748,4	+ 13,0
Prévoyance	878,7	+ 18,0	878,7	+ 18,0
Couverture de prêts	1 454,4	+ 12,4	1 454,4	+ 12,4
Santé	253,0	+ 8,2	253,0	+ 8,2
Domage aux biens	160,0	- 18,4	160,0	- 18,4
TOTAL	17 696,5	+ 2,4	18 408,6	+ 3,9

Les ventes en Unité de Compte (UC) poursuivent leur rebond du premier trimestre. Ainsi, le taux d'UC en France atteint 10,9%, et 16,5% au niveau du groupe. Au global, les ventes en UC ont plus que doublé (+130,0%) sur le premier semestre 2010, avec une forte accélération en France (+311,7%).

Les encours (analysés en moyenne ou en fin de période) continuent de croître à un rythme soutenu (+9,2%) sous l'effet d'une collecte nette structurellement positive.

- **Activités en France**

Le chiffre d'affaires est en légère baisse de 1,2% à 14,1Md€ (soit -1,7% à 14,3Md€ en normes françaises). Il faut souligner l'amélioration de l'activité sur le deuxième trimestre (+3,8%) après un premier trimestre difficile (-5,3%). Le marché vie capitalisation français est en progression de 8% à 78.5Md€ à fin juin 2010 selon la FFSA.

La collecte nette en France reste fortement positive et atteint un niveau de 4,9Md€ au 30 juin 2010. Le ratio « Prestations / Encours » s'améliore légèrement sur 12 mois de 7,8% au 30 juin 2009 à 7,5% au 30 juin 2010.²

¹ Sauf remarque spécifique, l'ensemble des chiffres et taux de croissance sont exprimés en norme IFRS.

² Données estimées

i. La Banque Postale.

Le chiffre d'affaires de La Banque Postale est de 5,4 Md Euros au 30 juin 2010, en baisse de 8,3 %. Ce repli s'explique par la forte collecte réalisée au 1er semestre 2009, liée aux campagnes commerciales mises en œuvre début 2009 par La Banque Postale.

L'activité du 1er semestre 2010 a permis de développer la mise en place de versements réguliers et de confirmer le rebond observé fin 2009 sur la part de la collecte réalisée en UC.

L'activité Retraite maintient un fort rythme de développement, en progression de 27,9 %. L'activité Prévoyance poursuit également sa bonne dynamique (+16,8%), portée notamment par le développement de l'assurance emprunteur (+14,3%).

ii. Caisses d'Epargne.

L'activité des Caisses d'Epargne progresse de 5,6% à 6,2Md€ au semestre notamment grâce au succès de la gestion privée.

Les ventes en UC ont été multipliées par plus de 6, sous l'effet combiné de campagnes commerciales de taux promotionnel sous condition d'UC, et de 3 vagues d'emprunts BPCE « *packagés* » dans des contrats en UC obligataires. Le taux d'UC atteint 17% du chiffre d'affaires épargne / retraite.

La prévoyance est en croissance de 28,6%. L'activité en assurance emprunteur progresse au 30 juin 2010.

iii. CNP Trésor.

CNP Trésor enregistre un chiffre d'affaires de 346,5M€ au semestre en légère baisse de 1,6% en raison de la diminution du montant moyen des versements. Les opérations sur affaires nouvelles sont cependant en hausse très sensible. Le taux d'UC s'établit à 5,1% du chiffre d'affaires épargne /retraite à fin juin.

iv. Etablissements financiers.

L'activité des établissements financiers (activité de couverture de prêts) est en progression de 3.5%. CNP Assurances a répondu à plusieurs appels d'offre pendant le 1^{er} semestre. Le Groupe a conclu un nouveau partenariat en assurance crédit. Le marché immobilier a redémarré au 1^{er} trimestre, néanmoins des événements conjoncturels (environnement économique, évolution des prix) couplés des modifications de mesures gouvernementales (fin du doublement du prêt à taux zéro pour les logements neufs, modification de la loi Scellier...) incitent à la prudence sur la fin de l'année.

v. Entreprises et Collectives locales.

En prévoyance, sur le segment des entreprises, plusieurs appels d'offres remportés en 2009 ont pris effet au 1er janvier 2010, ce qui a permis de soutenir la collecte au premier semestre sur le segment des Entreprises.

En épargne retraite collective, l'activité est en baisse après une année 2009 atypique. En effet, les contrats IRS - Institutions de Retraite Supplémentaire - (dont plusieurs ont été remportés par CNP Assurances) ont contribué à la forte augmentation de l'activité il y a un an. Néanmoins, l'entrée en portefeuille de plusieurs gros contrats sur le premier semestre 2010 permet de maintenir un niveau satisfaisant de primes (334 M€).

- **Activités hors de France**

Les activités internationales de CNP Assurances sont en hausse de 19,3% à 3,6Md€ au 30 juin 2010 (+29,4% à 4,1Md€ en normes françaises³). Cette bonne orientation s'explique essentiellement par la forte croissance des activités brésiliennes (+14,1%), le lancement du partenariat avec Barclays au second semestre 2009 (CNP-BVP) et un effet change favorable au Brésil.

Avec un réal qui s'est fortement apprécié tout au long de l'année 2009, et qui continue de s'apprécier au cours du premier semestre 2010, le taux de change moyen passe de 3,05 real/€ au 1^{er} semestre 2009 à 2,39 real/€ au 1^{er} semestre 2010, ce qui génère une gain de change de 21,6% pour la collecte brésilienne.

A change et à périmètre constants, la progression des activités internationales reste significative à +8,9% (+15% en normes françaises).

i. CNP Unicredit Vita

L'activité de CNP Unicredit Vita progresse de 4,7% à 1,9Md€. Le mix produit reste principalement orienté vers les produits en euro et notamment vers « *Unigarantito* » qui représente 69% des ventes. Le rééquilibrage vers les UC s'opère progressivement à travers les produit « *Uniplan* » (UC à primes périodiques), « *UniOpportunita* » (Multisupport à primes uniques) et « *UniValore* » (UC à primes uniques)

Chiffre d'affaires de CNP Unicredit Vita

En M€	En normes IFRS		En normes françaises	
	30/06/10	Evolution en %	30/06/10	Evolution en %
Epargne	1 825,0	+ 4,4	2 033,1	+ 14,7
Retraite	9,3	- 7,6	9,3	- 7,6
Prévoyance	3,3	- 20,6	3,3	- 20,6
Couverture de prêt	34,2	+ 30,4	34,2	+ 30,4
TOTAL	1 871,9	+ 4,7	2 080,0	+ 14,7

³ Les différences de croissance et de chiffres d'affaires entre normes IFRS et normes françaises proviennent du traitement spécifique des ventes UC. La norme IFRS ne prend en compte que le chargement, tandis que les normes françaises appréhendent l'intégralité de la prime.

ii. Caixa Seguros

L'activité de Caixa Seguros est très dynamique et bénéfique aussi d'un effet change positif important. En devise locale, l'activité de la filiale brésilienne est en hausse 14,1% (+45,6% en euro)
Toutes les lignes de métiers sont en croissance. La retraite est très dynamique avec une hausse de 11,7%. L'emprunteur, qui connaît une belle croissance de 22,2%, bénéficie du plan de soutien gouvernemental en matière d'immobilier.

Chiffre d'affaires de Caixa Seguros

En Millions de Reals (BRL)	Normes IFRS		Normes Françaises	
	30/06/10	Evolution en %	30/06/10	Evolution en %
Epargne	77,2	+ 23,6	501,8	+ 14,8
Retraite	1 800,7	+ 11,7	1 800,7	+ 11,7
Prévoyance	445,0	+ 27,6	445,0	+ 27,6
Couverture de prêts	251,0	+ 22,2	251,0	+ 22,2
Domages IARD	303,5	+ 3,9	303,5	+ 3,9
TOTAL	2 877,5	+ 14,1	3 302,0	+ 14,0

iii. CNP- Marfin Insurance Holding

CNP MIH réalise un chiffre d'affaires de presque 100M€ en hausse de 10,8%. La collecte provient à 92% des activités chypriotes et à 8% des activités grecques. L'épargne (38M€) et le dommages aux biens (33M€) sont les premiers contributeurs à l'activité.

iv. CNP- Barclays Vida y Pensiones

CNP-BVP enregistre une activité de 155M€ principalement en Espagne (109M€) mais également au Portugal et en Italie (23M€ chacun).

Chiffre d'affaires par centres de partenariats

	Normes IFRS			Normes Françaises		
	S1 2010 En M€	S1 2009 En M€	Evolution En %	S1 2010 En M€	S1 2009 En M€	Evolution En %
La Banque Postale	5 452,7	5 948,0	- 8,3	5 454,5	5 949,7	- 8,3
Caisses d'Epargne	6 175,8	5 848,5	+ 5,6	6 177,0	5 849,6	+ 5,6
CNP Trésor	346,5	352,2	- 1,6	346,5	358,7	- 3,4
Etablissements financiers France (1)	763,2	737,4	+ 3,5	763,2	737,4	+ 3,5
Mutuelles	417,7	374,4	+ 11,6	417,7	374,4	+ 11,6
Entreprises et Collectivités locales	854,5	903,8	- 5,4	1 068,4	1 183,1	- 9,7
Autres réseaux (France)	87,9	106,9	- 17,8	87,9	106,9	- 17,8
TOTAL France	14 098,3	14 271,3	- 1,2	14 315,2	14 559,7	- 1,7
Global (Portugal) (2)	-	97,9	- 100,0	-	97,9	- 100,0
CNP Seguros de Vida (Argentine) (3)	6,2	3,5	+ 75,8	6,2	3,5	+ 75,8
CNP Vida (Espagne)	169,1	138,2	+ 22,4	169,1	138,2	+ 22,4
Caixa Seguros (Brésil) (3)	1 205,4	827,7	+ 45,6	1 383,7	950,4	+ 45,6
CNP Unicredit Vita (Italie)	1 871,9	1 788,5	+ 4,7	2 080,0	1 813,0	+ 14,7
Marfin Insurance Holdings (Chypre/Grèce)	99,9	90,1	+ 10,8	100,0	90,1	+ 11,0
CNP Europe (Irlande)	11,1	0,5	-	11,1	0,5	-
BVP Portugal (Portugal)	22,8	-	-	131,4	-	-
BVP Espagne (Espagne)	109,1	-	-	109,1	-	-
BVP Italie (Italie)	23,2	-	-	23,2	-	-
Etablissements financiers étrangers	51,8	60,5	- 14,4	51,8	60,5	- 14,4
Succursales	27,8	10,0	+ 178,3	27,8	10,0	+ 178,3
TOTAL Etranger	3 598,3	3 016,9	+ 19,3	4 093,4	3 164,1	+ 29,4
TOTAL	17 696,5	17 288,2	+ 2,4	18 408,6	17 723,8	+ 3,9

(1) Hors Cofidis Etranger

(2) Cession de Global mars 2010 (Closing)

(3) Cours de change moyen

Argentine : 1€ = 5,20321 ARS

Brésil : 1€ = 2,38712 BRL

3 COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative aux informations financières intermédiaires. Tel qu'il est prévu dans IAS 34 le groupe CNP a, par conséquent, appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers annuels.

Formation du résultat

Les principaux agrégats de gestion peuvent être résumés comme suit :

	<u>30.06.2010</u>	<u>30.06.2009</u>	Evolution 2010/2009
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	17 696,5	17 288,2	2,4%
Collecte brute	18 408,6	17 723,8	3,9%
Passifs moyens relatifs aux contrats (hors participation aux bénéfices différée)	269 734,4	246 959,5	9,2%
Frais de gestion ⁽²⁾	430,6	403,3	6,8%
Résultat opérationnel	1 025,6	841,7	21,8%
Résultat brut d'exploitation ⁽³⁾	980,9	876,6	11,9%
Impôt sur les bénéfices afférent au résultat brut d'exploitation	315,1	281,2	12,1%
Intérêts minoritaires	103,6	60,9	70,1%
Résultat net courant part groupe hors plus-values ⁽⁴⁾	523,0	503,4	3,9%
Résultat net part groupe publié (pour mémoire résultat publié)	542,4	502,3	8,0%

(1) Le chiffre d'affaires au 30 juin 2009 a fait l'objet d'un reclassement pour un montant de 270 M€

(2) Hors frais de personnel du réseau Trésor : 18,5 M€ au 30.06.2010 et 17,7 M€ au 30.06.2009.

(3) Résultat brut d'exploitation: Résultat opérationnel retraité des effets nets des marchés sur les portefeuilles et des plus-values nettes actions et immobilier (au total : 49,3 M€ au 30/06/2010 ; -34,9 M€ au 30/06/2009) et d'un mouvement exceptionnel de provision pour risque au 30/06/2010 de -4,6 M€

(4) Résultat net courant part du groupe hors plus-values: Résultat net part groupe retraité de l'effet des marchés sur les portefeuilles en trading des plus-values nettes actions et immobilier nets d'impôt (21,3 M€ au 30/06/2010 ; -1,1 M€ au 30/06/2009) et d'un mouvement exceptionnel de provision pour risque au 30/06/2010 de -1,9 M€

Le résultat brut d'exploitation et le résultat net courant part du groupe hors plus-values sont deux indicateurs majeurs de la communication du groupe CNP. Ils présentent la caractéristique d'être indépendants du rythme et de l'ampleur de réalisations de plus-values actions et immobilier revenant aux actionnaires et des conséquences des mouvements des marchés.

Formation du résultat

Le **chiffre d'affaires** s'inscrit en hausse de 2,4% par rapport au 30 juin 2009 (voir commentaires au §2.3).

La **collecte brute** qui prend en compte les primes des produits classés en IAS 39 est en progression de 3,9% sur le premier semestre 2009 (voir commentaires au §2.3).

Les **encours** passifs moyens ont connu une progression de 9,2% hors participation aux bénéfices différée qui correspond à la part des dépréciations ou des plus values non réalisées qui sont attribuables aux assurés en application des principes de la comptabilité reflet.

Leur évolution résulte à la fois des primes encaissées, de la revalorisation de l'épargne des assurés et des sorties de contrats.

Les **charges des prestations des contrats** s'inscrivent en diminution de 2,5% par rapport au premier semestre 2009. Elles recouvrent les prestations d'assurance, la variation des provisions techniques et la participation des assurés aux résultats qui tient compte de l'évolution de la participation aux bénéfices différée résultant de la variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (instruments classés en titres de transaction) et des mouvements de provisions pour dépréciation des titres (impairment) dont la variation de juste valeur passe par capitaux propres (titres disponibles à la vente) mais pour lesquels les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat.

Rapportées au premier semestre 2009, les prestations payées, qui comprennent les charges de gestion liées à leur règlement, s'inscrivent en hausse de 10,3%. Ramenées aux passifs des contrats (hors participation aux bénéfices différée), elles représentent 8,1% en taux annualisé au premier semestre 2010 contre 8% au premier semestre 2009.

La variation des provisions techniques diminue de 31% en raison notamment d'une collecte nette inférieure au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009.

L'ensemble des revenus affectés aux contractants - intérêts contractuels garantis et participations aux bénéfices - s'élève au 30 juin 2010 à 4,3 milliards d'euros, soit 4,1 milliards d'euros déduction faite de la charge de participation aux bénéfices différée, contre 3,7 milliards au 30 juin 2009.

Les **produits financiers** nets de charges hors coût de l'endettement affichent une stabilité par rapport à la période précédente à 5 milliards d'euros.

Les **frais de gestion** (hors frais du réseau CNP Trésor de 18,5 M€) qui sont classés selon leur destination dans les différents postes du compte de résultat s'élèvent à 430,6 M€, soit +6,8%. Les frais du périmètre France qui représentent 68% de l'ensemble des frais affichent une quasi-stabilité en évoluant de +0,3%. Les frais des filiales internationales progressent de 24,4% en raison de l'évolution du cours de la devise brésilienne et l'entrée dans le périmètre de Barclays Vida, à périmètre et change constants hors taxes ils évoluent de +15,2%.

Les frais de gestion regroupent les frais d'acquisition (hors commissions), d'administration, les frais de gestion des sinistres et des placements et les autres charges techniques.

Les **frais d'acquisition des contrats** (1 637,3 M€) s'accroissent de 9,1% par rapport au premier semestre 2009. L'évolution résulte du montant des **commissions** versées aux apporteurs qui s'élève à 1 523,6 M€ au 30 juin 2010 contre 1 395 M€ précédemment, en croissance de 9,2% sur le 30 juin 2009. La période précédente avait été marquée par un faible taux de commissionnement résultant d'une part de l'impact des campagnes à chargements réduits en assurance individuelle et donc à commissionnement réduit destinées à engranger l'épargne financière en provenance du livret A et à capter l'épargne fuyant les turbulences des marchés financiers et d'autre part d'une régularisation du partage de la marge de risque en faveur de l'assureur en assurance collective.

Le **résultat opérationnel**, qui correspond essentiellement au solde du chiffre d'affaires, des charges des prestations des contrats, des produits financiers nets, des charges de gestion et commissions, s'élève à 1 025,6 M€ en hausse de 21,8% sur le 30 juin 2009.

Le **résultat brut d'exploitation** correspond au résultat opérationnel avant prise en compte:

- de l'effet des variations des marchés sur les portefeuilles comptabilisés à la juste valeur par résultat (trading) nets des plus ou moins-values de cession sur ces mêmes catégories de placements (qui résultent pour une large part de la concrétisation des réévaluations antérieures), et constatation des droits des assurés (-10,4 M€ au 30 juin 2010 contre +88 M€ au 30 juin 2009) ;

- des plus et moins-values réalisées sur les placements actions dont les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres (titres classés dans la catégorie disponibles à la vente), des dépréciations constatées sur ces actifs et des plus ou moins-values et dépréciations des placements immobiliers comptabilisés au coût amorti. Ces montants qui sont considérés nets des droits des assurés s'élèvent pour les plus et moins values réalisées à +59,7 M€ au 30 juin 2010 et -122,9 M€ au 30 juin 2009 ;

- d'un mouvements exceptionnel (-4,6 M€) au 30 juin 2010 au titre d'un provisionnement pour risque chez CNP Vita

Retraité de ces éléments le résultat brut d'exploitation progresse de 11,9%.

L'impôt sur les bénéfices relatif au résultat brut d'exploitation suit l'évolution de ce dernier.

Les **intérêts minoritaires** s'élèvent à 103,6 M€, leur évolution par rapport au 30 juin 2009 (+42,7 M€) résulte principalement de la progression du résultat de la filiale brésilienne et de l'évolution favorable du taux de change de la devise brésilienne.

Le **résultat net courant hors plus-values** croît de 3,9%, à un rythme inférieur à celui du résultat brut d'exploitation du fait du poids des filiales internationales et donc des minoritaires dans la formation du résultat brut d'exploitation.

Le résultat net courant hors plus-values correspond au résultat net part du groupe

- avant prise en compte de la part revenant au Groupe CNP des plus et moins-values réalisées sur les placements actions dont les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres (titres classées dans la catégorie disponibles à la vente), des dépréciations constatées sur ces actions et des plus ou moins-values comptabilisées sur les placements immobiliers. Ces montants qui sont considérés nets des droits des assurés et nets d'impôts s'élèvent à +38,4 M€ au 30 juin 2010 et à -77,5 M€ au 30 juin 2009 ;

- hors effet pour la part du Groupe des variations des marchés sur les portefeuilles comptabilisés à la juste valeur par résultat (trading) et des plus ou moins-values de cession sur ces mêmes catégories de placement (qui ne sont que la concrétisation des réévaluations antérieures), après constatation des droits des assurés et impact de la fiscalité (-17,1 M€ au 30 juin 2010 et +76,4 M€ au 30 juin 2009).

- hors mouvement exceptionnel (-1,9 M€) au 30 juin 2010 au titre d'un provisionnement pour risque chez CNP Vita

Le **bénéfice net consolidé part du Groupe** du premier semestre 2009, (après déduction des intérêts minoritaires) s'établit à 542,4 M€ en progression de 8% par rapport au 30 juin 2009.

Bilan consolidé au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le total du bilan consolidé s'élève à 312,2 milliards d'euros au total contre 301,9 milliards d'euros au 31 décembre 2009 et 278,6 au 30 juin 2009 soit une évolution respectivement de +3,4% et de +12,1%.

Sur cet ensemble, les passifs relatifs aux contrats représentent 282,2 milliards d'euros au 30 juin 2010, en augmentation de 3,9% par rapport au 31 décembre 2009.

La participation aux bénéfices différée présente comme au 31 décembre 2009 un solde débiteur (participation aux bénéfices passive), à la différence du 30 juin 2009 où le solde net de la participation aux bénéfices différée comptabilisée en contrepartie de l'enregistrement des actifs en juste valeur constituait une participation aux bénéfices différée active de 150,9 M€.

Hors variation de participation aux bénéfices différée, la croissance des passifs relatifs aux contrats est de 3,8% par rapport au 31 décembre 2009 et de 9,2% par rapport au 30 juin précédent.

Les capitaux propres part du groupe qui comportent les titres super subordonnés (2 143 M€) conformément à la réponse de l'IFRIC de novembre 2006 s'élèvent à 11 562 M€ en augmentation de 14 M€ par rapport au 31 décembre 2009. L'évolution des capitaux propres s'explique principalement par le résultat du premier semestre 2010 (+542 M€), les dividendes distribués (-444 M€), les effets de la réévaluation (-173 M€) et les écarts de conversion (+98 M€) sur les capitaux propres.

Couverture de la marge de solvabilité

Le calcul de marge de solvabilité, effectué sur la base des fonds propres consolidés selon les normes françaises conformément aux modalités définies par l'Autorité de Contrôle Prudentiel, montre que le niveau minimum de la marge réglementaire de solvabilité des entreprises d'assurances est couvert à 110% hors plus-values non réalisées contre 111% au 31.12.2009. La croissance de l'exigence de marge liée à la progression des encours a été pour partie couverte par le résultat de la période.

Evolution des placements consolidés et gestion financière

Les placements des activités d'assurances du Groupe CNP au 30 juin 2010 atteignent 295,6 milliards d'euros, en hausse de 3% par rapport au 31 décembre 2009, niveau voisin de celui de l'évolution des passifs relatifs aux contrats hors participation aux bénéfices différée.

Les placements sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des placements conservés jusqu'à l'échéance et des placements immobiliers n'entrant pas en représentation des contrats en unités de compte qui sont enregistrés au coût amorti.

Les titres disponibles à la vente représentent, au 30 juin 2010, 75,9% des placements ventilés par intention de gestion, les titres de transaction 22%, les titres conservés jusqu'à l'échéance et les autres placements (essentiellement les immeubles de placement et les prêts) 2,1%.

4 FACTEURS DE RISQUES

Après avoir procédé à une revue de ses risques le groupe CNP considère qu'il n'existe pas de risques autres que ceux présentés en pages 52 à 59 et pages 203 à 209 du Document de Référence 2009.

5 PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

En France le groupe CNP poursuivra la relance des produits en unités de compte comprenant des éléments de sécurisation pour le client, et développera l'offre emprunteurs en prenant en considération les évolutions résultant de la réglementation et de la demande des clients.

Hors de France le groupe CNP entend, sans ignorer les opportunités de marché, développer en Europe les partenariats récents et poursuivre au Brésil le développement de sa filiale dans un contexte de marché porteur.

II – Comptes consolidés au 30 juin 2010

Bilan Consolidé	17
Compte de résultat	19
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	20
Tableau de variation des capitaux propres	22
Tableau des flux de trésorerie	24
<i>Note 1.</i>	<i>Faits caractéristiques du premier semestre 2010</i>
1.1	Finalisation de la cession de la participation dans le groupe Global Seguros
1.2	Comptabilisation de l'acquisition de la filiale Barclays Vida y Pensiones
1.3	Assemblée générale annuelle de CNP Assurances
<i>Note 2.</i>	<i>Principes comptables</i>
2.1	Déclaration de conformité
2.2	Base d'établissement des comptes
2.3	Champ de consolidation
2.4	Opérations entre sociétés consolidées
2.5	Participation aux bénéfices différée
2.6	Conversion des états financiers des filiales étrangères
2.7	Opérations en devises
2.8	Regroupements d'entreprises
2.9	Actifs incorporels
2.10	Placements
2.11	Capitaux propres
2.12	Actions propres
2.13	Classification des contrats
2.14	Immobilisations corporelles
2.15	Avantages au personnel
2.16	Emprunts et dettes subordonnées
2.17	Frais d'acquisition et d'exploitation
2.18	Fiscalité
2.19	Secteurs opérationnels
2.20	Passifs éventuels
<i>Note 3.</i>	<i>Capital</i>
3.1	Tableau des titres super subordonnés perpétuels classés en capitaux propres
3.2	Capital social par détenteur
3.3	Capitaux propres
3.4	Résultat par action/Résultat dilué
<i>Note 4.</i>	<i>Périmètre de consolidation</i>
4.1	Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et pourcentage de contrôle au 30 juin 2010
4.2	Ventilation du prix d'acquisition de Barclays Vida y Pensiones
<i>Note 5.</i>	<i>Analyse sectorielle</i>
5.1	Bilan par secteur d'activité au 30 juin 2010
5.2	Bilan par secteur d'activité au 31 décembre 2009
5.3	Bilan par secteur d'activité au 30 juin 2009
5.4	Compte de résultat par secteur d'activité au 30 juin 2010
5.5	Compte de résultat par secteur d'activité au 31 décembre 2009
5.6	Compte de résultat par secteur d'activité au 30 juin 2009
<i>Note 6.</i>	<i>Actifs incorporels</i>
<i>Note 6.</i>	<i>Actifs incorporels</i>
6.1	Synthèse des actifs incorporels
6.2	Écarts d'acquisition
6.3	Valeurs de portefeuille et valeur des accords de distribution
6.4	Valeurs des accords de distribution
6.5	Logiciels
<i>Note 7.</i>	<i>Immeubles de placement et d'exploitation</i>
7.1	Immeubles de placement
7.2	Immeubles d'exploitation
<i>Note 8.</i>	<i>Placements</i>
8.1	Inventaire des placements par nature
8.2	Évaluation des actifs comptabilisés à la juste valeur
8.3	Instruments dérivés
8.4	Engagements donnés et reçus
<i>Note 9.</i>	<i>Ventilation des passifs relatifs à des contrats</i>
9.1	Ventilation des passifs au 30 juin 2010
9.2	Ventilation des passifs au 31 décembre 2009
9.3	Ventilation des passifs au 30 juin 2009
<i>Note 10.</i>	<i>Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance</i>
<i>Note 11.</i>	<i>Dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance</i>
<i>Note 12.</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>
12.1	Primes acquises et chiffre d'affaires ou produits des autres activités
12.2	Réconciliation avec le chiffre d'affaires publié
12.3	Chiffre d'affaires par centre de partenariat
12.4	Chiffre d'affaires par segment de marché
12.5	Chiffre d'affaires par société
12.6	Chiffre d'affaires direct et accepté
<i>Note 13.</i>	<i>Produits de placements</i>
13.1	Produits et charges financiers
13.2	Dépréciation
<i>Note 14.</i>	<i>Charge d'impôt</i>

Bilan Consolidé

ACTIF - En millions d'€	<i>Notes</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Ecarts d'acquisition	6	687,4	775,6	741,8
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	6	157,3	70,2	164,4
Autres immobilisations incorporelles	6	202,8	31,8	32,1
Total actifs incorporels		1 047,4	877,6	938,3
Immobilier de placement	7	1 271,6	1 284,1	1 512,4
Titres conservés jusqu'à échéance	8	1 190,0	1 209,9	1 141,7
Titres disponibles à la vente	8	224 476,9	216 839,2	197 585,3
Titres de transaction	8	62 220,8	62 631,5	58 773,0
Prêts et avances	8	3 703,9	2 451,4	2 367,2
Instruments dérivés	8	2 695,5	2 661,0	2 056,0
Placements des activités d'assurances		295 558,7	287 077,1	263 435,6
Placements des activités du secteur bancaire et autres activités		67,5	71,7	79,4
Investissements dans les entreprises associées		0,0	0,0	415,0
Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	9	7 077,1	6 879,4	6 428,1
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance	10	2 963,9	3 034,9	2 999,1
Créance d'impôt exigible		303,3	419,8	338,0
Autres créances		2 493,6	1 228,6	1 743,4
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	7	198,9	179,8	205,4
Autres actifs d'exploitation à long terme		330,4	270,1	325,7
Participation aux bénéfices différée active	9	0,0	0,0	600,5
Impôts différés actifs		165,9	127,7	87,3
Autres actifs		6 456,0	5 260,9	6 299,4
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités		0,0	571,1	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 946,6	1 138,8	980,6
TOTAL ACTIF		312 153,4	301 876,7	278 576,3

PASSIF - En millions d'€	Notes	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Capital		594,2	594,2	594,2
Primes d'émission, de fusion et d'apport		981,5	981,5	981,5
Réserve de réévaluation		1 159,8	1 332,7	625,0
Titres super subordonnés	3	2 143,0	2 143,0	2 143,0
Résultats cumulés		5 870,0	5 319,9	5 414,2
Résultat consolidé		542,4	1 004,1	502,3
Ecarts de conversion		270,8	172,9	97,5
Capitaux propres du Groupe		11 561,6	11 548,3	10 357,6
Intérêts minoritaires		1 025,3	877,1	656,3
Capitaux propres totaux		12 586,9	12 425,5	11 013,9
Provisions techniques brutes - contrats d'assurance hors UC	9	87 567,5	79 957,8	71 805,8
Provisions techniques brutes - contrats d'assurance en UC	9	27 885,4	27 135,6	23 569,4
Passifs relatifs à des contrats d'assurance		115 452,9	107 093,3	95 375,2
Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC avec participation discrétionnaire	9	149 554,6	147 370,2	145 674,0
Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC sans participation discrétionnaire	9	943,5	787,7	596,6
Passifs relatifs à des contrats financiers en UC	9	8 810,8	9 455,7	10 038,7
Passifs relatifs à des contrats financiers		159 309,0	157 613,6	156 309,3
Instruments dérivés séparés sur contrats		0,0	0,0	0,0
Participation aux bénéfices différée passive	9	7 443,1	6 889,8	446,9
Passifs relatifs aux contrats		282 205,1	271 596,8	252 131,4
Provisions pour risques et charges		180,3	143,8	189,0
Dettes subordonnées		1 492,0	1 492,0	1 492,0
Dettes de financement		1 492,0	1 492,0	1 492,0
Dettes d'exploitation représentées par des titres		3 406,2	3 459,3	4 040,9
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire		229,3	139,5	58,9
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance	11	2 529,2	2 318,5	2 138,1
Dettes d'impôts exigibles		194,1	255,3	454,6
Comptes courants créditeurs		322,0	317,1	323,7
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM contrôlés		2 329,8	2 852,6	2 533,8
Instruments dérivés passifs	8	2 306,2	1 970,7	1 083,9
Impôts différés passifs		1 119,5	1 132,7	499,6
Autres dettes		3 252,9	3 294,6	2 616,7
Autres passifs		15 689,2	15 740,3	13 750,1
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées		0,0	478,4	0,0
TOTAL PASSIF		312 153,4	301 876,7	278 576,3

Compte de résultat

En millions d'€	Notes	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Primes émises		17 777,0	32 531,5	17 618,1
Variation des primes non acquises		-116,7	-8,5	-90,5
Primes acquises	13	17 660,3	32 523,1	17 527,6
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	13	100,9	168,6	83,3
Autres produits d'exploitation		0,0	0,0	0,0
Produits des placements		5 272,2	10 100,3	4 776,9
Plus et moins values de cession des placements nettes des reprises de dépréciation et d'amortissement		500,7	1 303,6	340,4
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat		-328,6	3 982,5	541,4
Variation des dépréciations sur placements	14	-243,6	-194,5	-464,0
Produits financiers hors coût de l'endettement	14	5 200,7	15 191,8	5 194,7
Total des activités ordinaires		22 961,8	47 883,5	22 805,6
Charges des prestations des contrats		-19 702,5	-42 295,2	-20 199,8
Charges des placements et autres dettes financières hors coût de l'endettement	14	-232,2	-515,7	-230,9
Charges ou produits nets des cessions en réassurance		-36,8	-27,7	-27,6
Charges des autres activités		-2,2	-6,2	-4,0
Frais d'acquisition des contrats		-1 637,3	-3 048,3	-1 500,8
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés et valeur des accords de distribution	7	-17,6	-149,8	-9,6
Frais d'administration		-176,3	-351,0	-183,2
Autres produits et charges opérationnels courants		-130,7	236,1	195,5
Total des autres produits et charges courants		-21 935,7	-46 157,9	-21 960,5
Résultat opérationnel courant		1 026,1	1 725,5	845,3
Autres produits et charges opérationnels non courants		-0,5	-1,3	-3,5
Résultat opérationnel		1 025,6	1 724,3	841,7
Charges de financement	14	-39,3	-85,4	-45,2
Variations de valeurs des actifs incorporels		0,0	-104,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	15	0,0	31,7	14,0
Impôts sur les résultats		-334,7	-444,2	-261,3
Résultat après impôt des activités discontinues		0,0	0,0	0,0
Résultat net de l'ensemble consolidé		651,5	1 122,3	549,3
Intérêts minoritaires		-109,2	-118,2	-47,0
Résultat net (part du Groupe)		542,4	1 004,1	502,3
Résultat par action		0,89	1,59	0,81
Résultat dilué par action		0,89	1,59	0,81

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2010 :

En millions d'€	Total Part du groupe	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Résultat net de la période	542,4	109,2	651,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Actifs disponibles à la vente			
Variation de la réserve de réévaluation sur la période	515,5	-0,3	515,2
Reclassement en résultat relatif aux cessions	-298,3	-6,2	-304,5
Reclassement en résultat des impairments	266,2	0,8	267,0
<i>Sous- total brut de participation et d'impôts différés</i>	<i>483,4</i>	<i>-5,7</i>	<i>477,7</i>
Participation aux bénéfices différée brute d'impôts différés	-784,1	5,9	-778,2
Impôts différés	130,8	-0,3	130,5
<i>Sous- total net de participation et d'impôts différés</i>	<i>-169,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>-170,0</i>
Incidence des écarts de conversion	97,9	45,7	143,6
Ecarts actuariels	-0,7	0,0	-0,7
Autres variations	6,8	0,0	6,8
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-65,9	45,6	-20,3
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	476,5	154,8	631,3

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 31 décembre 2009 :

En millions d'€	Total Part du groupe	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Résultat net de la période	1 004,1	118,2	1 122,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Actifs disponibles à la vente			
Variation de la réserve de réévaluation sur la période	8 729,6	82,8	8 812,5
Reclassement en résultat relatif aux cessions	-987,8	-7,0	-994,9
Reclassement en résultat des impairments	570,2	9,3	579,4
<i>Sous- total brut de participation et d'impôts différés</i>	<i>8 312,0</i>	<i>85,0</i>	<i>8 397,0</i>
Participation aux bénéfices différée brute d'impôts différés	-6 985,6	-38,3	-7 023,9
Impôts différés	-492,6	-14,5	-507,1
<i>Sous- total net de participation et d'impôts différés</i>	<i>833,8</i>	<i>32,2</i>	<i>866,0</i>
Incidence des écarts de conversion	181,4	115,2	296,6
Ecarts actuariels	-2,8	-0,1	-2,8
Autres variations	-9,7	1,7	-8,0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 002,7	149,1	1 151,8
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 006,8	267,3	2274,1

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2009 :

En millions d'€	Total Part du groupe	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Résultat net de la période	502,3	47,0	549,3
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Actifs disponibles à la vente			
Variation de la réserve de réévaluation sur la période	148,0	24,0	172,0
Reclassement en résultat relatif aux cessions	334,4	0,4	334,8
Reclassement en résultat des impairments	0,0	0,0	0,0
<i>Sous- total brut de participation et d'impôts différés</i>	<i>482,4</i>	<i>24,4</i>	<i>506,9</i>
Participation aux bénéfices différée brute d'impôts différés	-229,7	-8,6	-238,3
Impôts différés	-124,4	-5,0	-129,4
<i>Sous- total net de participation et d'impôts différés</i>	<i>128,3</i>	<i>10,9</i>	<i>139,1</i>
Incidence des écarts de conversion	105,9	70,9	176,8
Ecarts actuariels	-0,2	0,0	-0,2
Autres variations	-1,9	0,0	-1,9
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	232,0	81,8	313,8
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	734,3	128,8	863,1

Tableau de variation des capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2010 :

En millions d'€	Part du groupe							Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Prime	Réserves de réévaluation	Titres super subordonnés	Résultats cumulés	Ecarts de conversion	Total Part du groupe		
Capitaux propres IFRS au 01/01/2010	594,2	981,5	1 332,7	2 143,0	6 324,0	172,9	11 548,3	877,1	12 425,5
Total du résultat net et des Gains et pertes latents ou différés pour la période			-169,9		548,5	97,9	476,5	154,8	631,3
- Distribution de dividendes					-444,0		-444,0	-127,6	-571,6
- Mouvements sur le capital							0,0		0,0
- Titres super subordonnés net d'impôt					-18,0		-18,0		-18,0
- Actions propres net d'impôt					-1,2		-1,2		-1,2
- Variations de périmètre			-3,0		3,0		0,0	89,1	89,1
- Autres variations (*)							0,0	31,9	31,9
Capitaux propres au 30/06/2010	594,2	981,5	1 159,8	2 143,0	6 412,3	270,8	11 561,6	1 025,3	12 586,9

(*) Le montant repris dans la ligne "Autres variations" en part des minoritaires correspond à l'augmentation de capital de CNP UniCredit Vita.

Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2009 :

En millions d'€	Part du groupe							Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Prime	Réserves de réévaluation	Titres super subordonnés	Résultats cumulés	Ecarts de conversion	Total Part du groupe		
Capitaux propres IFRS au 01/01/2009	594,2	981,5	496,8	2 143,0	5 830,9	-8,4	10 037,9	562,0	10 599,9
Total du résultat net et des Gains et pertes latents ou différés pour la période			833,8		991,6	181,4	2 006,8	267,3	2 274,1
- Distribution de dividendes					-421,8		-421,8	-98,2	-520,0
- Mouvements sur le capital									
- Titres super subordonnés net d'impôt					-63,0		-63,0		-63,0
- Actions propres net d'impôt					6,9		6,9		6,9
- Variations de périmètre			2,1		0,2		2,4	83,2	85,6
- Autres variations (*)					-20,9		-20,9	62,9	42,0
Capitaux propres au 31/12/2009	594,2	981,5	1 332,7	2 143,0	6 324,0	172,9	11 548,3	877,1	12 425,5

(*) Les montants repris dans la ligne "Autres variations" en part des minoritaires comprennent l'augmentation de capital de CNP UniCredit Vita pour 57 M€.

Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2009 :

En millions d'€	Part du groupe							Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Prime	Réserves de réévaluation	Titres super subordonnés	Résultats cumulés	Ecart de conversion	Total Part du groupe		
Capitaux propres IFRS au 01/01/2009	594,2	981,5	496,8	2 143,0	5 830,9	-8,4	10 037,9	562,0	10 599,9
Total du résultat net et des Gains et pertes latents ou différés pour la période			128,2		500,1	105,9	734,3	128,8	863,1
- Distribution de dividendes					-421,8		-421,8	-95,3	-517,1
- Mouvements sur le capital							0,0		0,0
- Titres super subordonnés net d'impôt					-20,0		-20,0		-20,0
- Actions propres net d'impôt					23,3		23,3		23,3
- Variations de périmètre					2,3		2,3	0,4	2,7
- Autres variations (*)					1,7		1,7	60,4	62,0
Capitaux propres au 30/06/2009	594,2	981,5	625,0	2 143,0	5 916,5	97,5	10 357,6	656,3	11 013,9

(*) Les montants repris dans la ligne "Autres variations" en part des minoritaires sont :

- augmentation de capital de CNP UniCredit Vita pour 57 M€,
- correction des minoritaires de Marfin Insurance Holdings pour 3 M€.

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau consolidé des flux de trésorerie comprend :

- les flux de trésorerie des sociétés contrôlées,
- la quote-part du Groupe dans les flux de trésorerie des sociétés contrôlées conjointement lorsqu'elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle (à hauteur du %IP),
- les flux de trésorerie liés aux participations du Groupe et aux distributions et autres entrées ou sorties de trésorerie entre le Groupe et les sociétés associées et les sociétés contrôlées conjointement lorsqu'elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Définition de la trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Pour la vérification de ces critères, le groupe CNP Assurances s'est basé sur la classification des fiches AMF : les OPCVM de trésorerie dite "Régulière" ont ainsi été classés en équivalents de trésorerie alors que les OPCVM dynamiques à forte sensibilité ont été classés parmi les placements.

Les découverts bancaires remboursables à vue, et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe, constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Définition des flux d'exploitation

Les flux d'exploitation sont essentiellement issus des principales activités génératrices de produits de l'entreprise.

Définition des flux d'investissement

Les flux d'investissement représentent les flux d'acquisition ou de cession de placements mobiliers ou immobiliers, d'immobilisations corporelles ou incorporelles.

Définition des flux de financement

Ce sont l'ensemble des flux qui résultent des modifications dans l'importance et la composition des capitaux propres et des dettes de financement :

- augmentation/diminution de capital,
- émission et remboursement de dettes de financement,
- mouvements sur les actions propres dividendes versées hors du Groupe (associés et minoritaires).

Rapprochement entre la trésorerie du bilan et du TFT

En millions d'€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 946,6	1 138,8	980,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités destinées à être cédées	0,0	12,3	-5,4
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	-164,1	-5,4	0,0
Titres de transaction	4 129,4	9 159,0	6 977,5
Total	5 911,8	10 304,7	7 952,7

Le rapprochement entre la trésorerie du bilan et celle du TFT s'effectue de la façon suivante :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie présents à l'actif du bilan
- Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire correspondent à la trésorerie passive hors dettes de financement (bilan - passif)
- Titres de transactions correspondent aux OPCVM de trésorerie classés à l'actif du bilan

Tableau des flux de trésorerie.

<i>(En Millions d'€)</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat opérationnel avant impôt	1 025,6	1 724,3	841,8
Plus et moins -values de cession des placements	-394,0	-1 414,1	-326,7
Dotations nettes aux amortissements	51,6	222,8	45,4
Variation des frais d'acquisitions reportés	-37,4	-51,4	-24,9
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	238,7	210,6	488,1
Dotations nettes aux provisions techniques d'assurance et passifs financiers	8 776,8	21 003,7	9 547,9
Dotations nettes aux autres provisions	29,1	-197,4	-153,6
Variations de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalent de trésorerie)	327,5	-3 986,8	-500,9
Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	518,2	618,4	893,9
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	9 510,5	16 405,8	9 969,1
Variation des créances et dettes d'exploitation	-1 175,9	1 260,0	-22,7
Variation des valeurs données ou reçues en pension	-118,2	-1 542,0	-975,9
Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	-15,3	33,3	-48,8
Impôts nets décaissés	-276,1	-555,7	-336,3
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	8 950,7	17 325,7	9 427,1
Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	0,0	-7,9	-0,2
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	102,3	692,0	0,0
Prises de participation dans des entreprises associées	0,0	0,0	0,0
Cessions de participations dans des entreprises associées	0,0	0,0	0,0
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	102,3	684,1	-0,2
Cession de placements financiers	213 302,9	403 523,7	134 661,3
Cessions d'immobilier de placement	20,5	571,8	53,7
Cessions d'autres placements	4,2	12,1	4,4
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers	213 327,6	404 107,5	134 719,4
Acquisition de placements financiers	-226 129,0	-419 413,4	-144 000,8
Acquisition d'immobilier de placement	-1,1	-68,2	-9,4
Acquisition et/ou émissions d'autres placements	0,0	0,0	0,0
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers	-226 130,1	-419 481,6	-144 010,2
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,6	1,3	0,4
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33,8	-47,3	-23,3
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33,1	-45,9	-22,9
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-12 733,3	-14 735,9	-9 314,0
Emissions d'instruments de capital	31,9	57,0	57,0
Remboursements d'instruments de capital	0,0	0,0	0,0
Opérations sur actions propres	-1,8	8,6	25,7
Dividendes payés	-571,3	-520,0	-516,8
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	-541,2	-454,4	-434,2
Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	0,1	49,1	14,0
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	-3,9	-426,9	-406,6
Intérêts payés sur dettes de financement	-67,6	-184,7	-77,4
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	-71,4	-562,5	-470,0
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-612,6	-1 016,9	-904,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	10 304,7	8 769,9	8 769,9
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	8 950,7	17 325,7	9 427,1
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-12 733,3	-14 735,9	-9 314,0
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-612,6	-1 016,9	-904,2
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-14,0	4,9	16,9
Effet des changements de méthode sur la période et divers	16,5	-43,1	-43,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la date de clôture	5 911,8	10 304,7	7 952,7

Annexe aux comptes consolidés

Note 1. Faits caractéristiques du premier semestre 2010

1.1 Finalisation de la cession de la participation dans le groupe Global Seguros

Après l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires, CNP Assurances a finalisé le 3 mars 2010 la transaction avec Rentipar Seguros SGPS ayant pour objet la cession de ses participations de 83,52 % et 83,57 % respectivement dans Global - Companhia de Seguros, S.A. et Global Vida - Companhia de Seguros de Vida, S.A. (Global Seguros), pour un montant total final de 114,6 millions d'euros, valorisant ainsi les deux sociétés à 137,2 millions d'euros pour 100 % du capital. Cette opération permet à CNP Assurances de dégager une plus-value de 30 M€ nette d'impôts.

Dans le prolongement des récents partenariats signés avec Barclays Bank Plc en Espagne, au Portugal et en Italie et avec Marfin Popular Bank en Grèce et à Chypre, cette transaction complète la démarche de recentrage de CNP Assurances en Europe du Sud sur son cœur de métier, la bancassurance.

1.2 Comptabilisation de l'acquisition de la filiale Barclays Vida y Pensiones

Depuis l'enregistrement au 31 décembre 2009 d'un bilan d'ouverture du 31 août 2009 sur la base de données provisoires, CNP Assurances a ventilé l'écart de première consolidation entre (cf paragraphe 4.2) :

- la valeur de portefeuille des contrats acquis pour un montant en quote-part de 50,7 M€ brut d'impôts (36,2 M€ net d'impôts) ;
- la valeur de l'accord de distribution pour un montant en quote-part de 86,4 M€ brut d'impôts (61,7 M€ net d'impôts), liée aux affaires nouvelles futures ; et
- l'écart d'acquisition résiduel qui s'élève à 60,8 M€.

Dans le cadre des travaux de comptabilité d'acquisition prévus par la norme IFRS 3 (version 2004), l'écart d'acquisition définitif de Barclays Vida y Pensiones sera déterminé au plus tard le 31 août 2010.

1.3 Assemblée générale annuelle de CNP Assurances

L'assemblée générale du 25 mai 2010 a approuvé la division par 4 du nominal de l'action CNP Assurances. La division du nominal est effective au 5 juillet 2010 conduisant le mardi 6 juillet matin à un capital de la société composé de 594 151 292 actions, ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Note 2. Principes comptables

CNP Assurances, société mère du Groupe, est une Société à Conseil d'administration, au capital de 594 151 292 euros entièrement libéré, entreprise régie par le Code des assurances, et enregistrée au greffe du tribunal de commerce de Paris sous le n° 341 737 062 RCS.

Le siège social de CNP Assurances est situé au 4, place Raoul-Dautry, 75015 Paris.

Le groupe CNP Assurances a pour principale activité l'assurance de personnes. CNP Assurances a pour objet social :

- pratiquer des opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation ;
- pratiquer des opérations d'assurance couvrant les risques de dommages corporels liés aux accidents et à la maladie ;
- détenir des participations majoritaires dans des sociétés d'assurance.

Les états financiers consolidés de CNP Assurances au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 29 juillet 2010.

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 relative aux informations financières intermédiaires. Tel qu'il est prévu dans IAS 34, le groupe CNP Assurances a par conséquent appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers annuels.

Les entités du groupe appliquent les principes comptables et les méthodes d'évaluation du Groupe qui figurent dans cette note aux états financiers consolidés : ces principes et méthodes sont conformes à ceux retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2009, à l'exception des normes, amendements et interprétations suivants applicables de façon obligatoire pour les états financiers 2010.

Nouvelles normes mises en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2010

- La norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises et les amendements de IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales, publiés le 10 janvier 2008 et applicables aux exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), constitue la deuxième phase du projet de l'IASB sur les regroupements d'entreprises. La norme IFRS 3 révisée introduit un certain nombre de changements dans le traitement comptable des regroupements d'entreprises qui pourraient avoir une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition à enregistrer, le résultat de l'exercice de l'acquisition et les résultats ultérieurs. Les amendements de IAS 27 requièrent qu'un changement de pourcentage d'intérêt dans une filiale soit comptabilisé comme une opération au sein des capitaux propres, sans impact sur l'écart d'acquisition ou le résultat. En outre, ils introduisent des changements dans la comptabilisation des pertes générées par les filiales ainsi que dans le traitement comptable d'une perte de contrôle d'une entité. La norme mise en œuvre par CNP Assurances au 1^{er} janvier 2010 s'applique prospectivement aux nouvelles acquisitions. En l'absence d'opérations visées par ces normes sur le premier semestre, celles-ci sont sans incidence sur les états financiers consolidés au 30 juin 2010.

- Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 16 avril 2009, incluent des amendements ne faisant pas partie intégrante d'un autre projet majeur. Ceux-ci sont présentés dans un document unique plutôt que comme une série de changements isolés. Ils sont en général applicables à compter du 1^{er} janvier 2010, sauf spécifié autrement. Ces amendements n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Principales normes et interprétations publiées mais non encore en vigueur

- IAS 24 révisée – Information relative aux parties liées, publiée le 4 novembre 2009 et applicable au titre des périodes annuelles débutant à compter du 1^{er} janvier 2011 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), simplifie les dispositions relatives à l'information à fournir sur les entités liées à une administration publique et clarifie la définition d'une partie liée. Ces changements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

- IFRS 9 – Instruments financiers – publiée le 12 novembre 2009 et applicable à compter du 1er janvier 2013 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), concrétise la première des trois phases du projet visant à remplacer IAS 39. IFRS 9 retient une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur. Un actif financier est évalué au coût amorti si a) l'instrument est géré, selon un modèle d'entreprise (« business model ») qui a pour objectif la détention des actifs dans le but de percevoir les flux de trésorerie prévus contractuellement, et si b) l'actif financier n'offre que des flux de trésorerie contractuels à des dates données, représentant le principal et les intérêts calculés sur ce principal.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, une entité peut opter pour une désignation à la juste valeur avec les variations de juste valeur dans le compte de résultat dans la mesure où cela élimine ou réduit significativement une inadéquation comptable. Pour les actions qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, une entité peut également décider de manière irrévocable de comptabiliser toutes les variations de juste valeur de ces instruments (y compris les gains et les pertes réalisés) dans les autres éléments des produits et charges reconnus sur la période. Les dividendes reçus au titre de ces instruments sont, en revanche, comptabilisés en résultat. La date d'adoption de la norme IFRS 9, y compris ses différentes phases (la deuxième et troisième phases concernent respectivement les principes de dépréciation des instruments financiers au coût amorti et la comptabilité de couverture), ses modalités d'application et son impact, sont à l'étude dans le Groupe.

IFRS 9 n'ayant pas encore été adoptée par la Commission européenne, cette norme ne peut pas être pour l'instant adoptée par anticipation.

- Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 6 mai 2010 incluent des amendements à six normes et une interprétation. Ces amendements sont en général applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, sauf spécifié autrement et ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

2.2 Base d'établissement des comptes

Les états financiers sont présentés en millions d'euros arrondis à une décimale.

Les éléments d'actif et de passif relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire sont évalués selon les méthodes appliquées par le Groupe. Les autres comptes sont établis sur la base du coût, sauf pour les éléments d'actif et de passif énumérés ci-après qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers à la juste valeur par résultat (instruments financiers détenus à fins de transaction et instruments financiers désignés à la première comptabilisation comme à la juste valeur par résultat), instruments financiers disponibles à la vente, immeubles de placement détenus en représentation des contrats en unités de compte, et instruments dérivés séparés sur contrats.

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur, diminués des coûts à la vente, à l'exception des actifs d'impôt différé, des actifs générés par des avantages du personnel, des actifs financiers, des immeubles de placement comptabilisés à la juste valeur, des actifs biologiques et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les principaux postes du bilan concernés sont les écarts d'acquisition, en particulier dans le cadre des tests de dépréciation, les valeurs de portefeuilles acquis, les actifs en juste valeur non cotés sur un marché actif, les actifs et les passifs liés à l'activité d'assurance (les provisions techniques et la participation aux bénéfices différée active ou passive) ainsi que les impôts différés.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée, des éléments réglementaires, des principes actuariels communément admis et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

2.3 Champ de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe CNP comprend les filiales, les entités sous contrôle conjoint et les entreprises associées.

Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées par la Société. Le contrôle est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle résulte notamment de la détention directe ou indirecte de plus de la moitié des droits de vote d'une entité. Cette analyse est complétée de l'examen de toutes les conditions contractuelles du pacte d'actionnaire, notamment des accords de partenariat de distribution des produits d'assurance. Pour apprécier s'il y a ou non contrôle, il est tenu compte des droits de vote potentiels et des options de conversion pouvant être exercées sur la période considérée. Les filiales sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Les comptes d'une filiale sont intégrés aux comptes consolidés du Groupe à compter de la date à laquelle la société mère acquiert le contrôle jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entités sous contrôle conjoint (coentreprises)

Les entités sous contrôle conjoint sont les entités sur l'activité économique desquelles le Groupe a un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. Le contrôle conjoint est le partage convenu par contrat du contrôle d'une entité ; il n'existe que lorsque les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les comptes d'une coentreprise sont intégrés dans les comptes consolidés selon la méthode d'intégration proportionnelle, en application de laquelle la quote-part du Groupe dans chacun des actifs, passifs, produits et charges de l'entité contrôlée conjointement est regroupée, ligne à ligne, avec les éléments similaires dans les états financiers du Groupe.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée exister dès lors que le groupe CNP détient directement ou indirectement 20% au moins des droits de vote. Ce seuil n'a toutefois qu'un caractère indicatif, l'existence ou l'absence d'influence notable pouvant être établie indépendamment du pourcentage de droit de vote détenu. La représentation de l'investisseur au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ou des transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue sont également des éléments qui permettent de démontrer l'existence d'une influence notable.

Les comptes consolidés intègrent la part du Groupe dans le résultat des entreprises associées selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle la société mère acquiert une influence notable jusqu'à la date à laquelle elle cesse de la détenir.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans celle-ci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

2.4 Opérations entre sociétés consolidées

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits et pertes internes sont éliminés en totalité. Les profits et pertes internes résultant de transactions avec des entreprises associées ou des coentreprises sont éliminés à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée. Les pertes résultant d'une perte de valeur d'un actif transféré ne sont pas éliminées.

2.5 Participation aux bénéfices différée

Les retraitements préconisés par IFRS 4 amènent à constater une participation aux bénéfices différée. Selon les normes comptables auxquelles IFRS 4 se réfère, les participations différées sont de deux sortes.

2.5.1 Participations inconditionnelles

Elles sont enregistrées toutes les fois qu'une différence est constatée entre les bases de calcul des droits futurs dans les comptes individuels et les comptes consolidés.

Il en est ainsi des droits des bénéficiaires de contrats attachés aux écarts d'évaluation et aux retraitements des comptes individuels, positifs ou négatifs ; leur montant est modifié selon une méthode cohérente avec l'évaluation initiale et le rythme de la reprise en résultat des écarts d'évaluation ou des retraitements.

2.5.2 Participations conditionnelles

Il s'agit des différences de droits constatés entre les comptes individuels et les comptes consolidés, dont l'exigibilité dépend d'une décision de gestion, ou de la réalisation d'un événement.

Ces droits ne sont constatés que lorsqu'il existe une forte probabilité de réalisation de l'événement ou de prise de décision de gestion par l'entreprise concernée. La comptabilité reflet, qui s'inscrit dans ce processus, est explicitée au paragraphe 2.13.1 de la présente annexe.

2.6 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les filiales ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.

Les actifs et les passifs des activités à l'étranger (notamment filiales étrangères et succursales autonomes), y compris les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur résultant de la consolidation, sont convertis en euros en appliquant le cours de change à la date de clôture.

Les produits et les charges des activités à l'étranger, à l'exception des activités dont la monnaie de fonctionnement est celle d'une économie hyper inflationniste, sont convertis au cours de change en vigueur aux dates des transactions. Pour des raisons pratiques, et dans la mesure où les cours de change ne connaissent pas de fluctuations trop importantes, le cours de change en vigueur aux dates des transactions est approché par un cours moyen pour la période.

2.7 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères".

En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Pour des raisons pratiques, et dans la mesure où les cours de change ne connaissent pas de fluctuations trop importantes, le cours de change en vigueur aux dates des transactions est approché dans certains cas par un cours moyen.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises qui sont évalués au coût sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant les cours de change de la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Lorsqu'un gain ou perte sur un élément non monétaire est comptabilisé directement dans les capitaux propres, l'écart de change résultant de la conversion de cet élément est également directement comptabilisé dans les capitaux propres. À l'inverse, lorsqu'un gain ou perte sur un élément non monétaire est comptabilisé en résultat, l'écart de change résultant de la conversion de cet élément est également comptabilisé en résultat.

Les instruments dérivés affectés à la couverture du risque de change d'opérations en devises sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

2.8 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises, dans les cas où le Groupe obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés selon les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 : les intérêts minoritaires sont évalués à partir de la quote-part de l'actif net réévalué qu'ils représentent et les ajustements des compléments de prix futurs sont comptabilisés comme un ajustement du coût d'acquisition.

Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010 sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill.

Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas, le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet).

Le goodwill est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation ; l'acquisition ultérieure d'intérêts non contrôlés ne donne pas lieu à la constatation d'un goodwill complémentaire.

Les opérations d'acquisition et de cession d'intérêts non contrôlés sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la part du Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise évalués à leur juste valeur, cette différence est comptabilisée directement en résultat de l'exercice.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être achevée dans un délai de 12 mois après la date d'acquisition. Ce délai s'applique à l'évaluation des actifs et passifs identifiables, de la contrepartie transférée et des intérêts non contrôlés. Au-delà de cette période, tout ajustement dont la contrepartie est un actif ou un passif financier est, en principe, comptabilisé en résultat.

2.9 Actifs incorporels

2.9.1 Écarts d'acquisition lors d'une prise de contrôle

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition pour l'acquéreur et la juste valeur de ces actifs et passifs identifiables. Lorsqu'ils sont négatifs, les écarts d'acquisition sont comptabilisés directement en compte de résultat.

Les écarts d'acquisition positifs sont :

- enregistrés dans les immobilisations incorporelles, lorsqu'ils résultent de l'acquisition d'une entité consolidée globalement ou par intégration proportionnelle ;
- sont inclus dans la valeur des titres mis en équivalence, lorsqu'ils résultent de l'acquisition d'une entité mise en équivalence ;
- enregistrés dans la devise locale de l'entité acquise et convertis en euros au taux de clôture, lorsqu'ils résultent de l'acquisition d'une entité étrangère (hors zone euro).

Pour les besoins du test de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT, susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'activité lié à l'acquisition. Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs produisant des flux de trésorerie indépendamment d'autres éléments d'actif ou groupe d'éléments d'actif. Le groupe CNP retient une approche par entité ou par groupe d'entités homogène.

Les écarts d'acquisition positifs enregistrés au bilan sont comptabilisés à leur valeur brute, diminuée du montant cumulé des pertes de valeur subies. Ils ne font pas l'objet d'amortissement, mais d'un test de dépréciation :

- tous les ans à la même date, généralement proche de la date de clôture ;
- plus fréquemment lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur entre deux tests annuels ;
- lors de la clôture de l'exercice au cours duquel une acquisition est intervenue, si des événements défavorables interviennent.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'écart d'acquisition est affecté est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité, généralement retenue par le groupe, correspond à la valeur des actifs nets de l'UGT et à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus des portefeuilles de contrats existants et des affaires nouvelles.

Ces flux futurs de trésorerie attendus sont déterminés sur la base d'hypothèses de continuité d'activité à long terme et, notamment, de coopération avec les partenaires bancaires, éventuellement au delà de la date de renouvellement des accords contractuels ; de prévisions validées par le conseil d'administration et projetées en retenant des taux de croissance cohérents avec ceux habituellement retenus par le marché pour les activités concernées et des taux d'actualisation cohérents avec le coût moyen pondéré du capital.

Dans le cadre de l'arrêté semestriel, le groupe CNP s'assure qu'au moins deux indices internes de pertes de valeur ne soient pas concomitamment au-delà des seuils de déclenchement d'une présomption de perte de valeur. Le groupe ne remet pas en œuvre de test de dépréciation du goodwill, le cas échéant.

Le groupe CNP retient les indices suivants qui découlent de l'analyse de ces indices et de leur adaptation aux acquisitions dans le domaine de l'assurance :

Indices internes

- dégradation sensible des résultats opérationnels générés par l'UGT par rapport à ceux budgétés ;
- dégradation sensible (forte et durable) de la valeur du new business ;
- besoins de trésorerie engagés pendant et postérieurement à l'acquisition de l'UGT pour le maintien de l'activité ou sa maintenance, sensiblement plus importants que ceux budgétés à l'origine ;
- évolution fortement défavorable du nombre de contrats en portefeuille (sur au moins deux années).

Indices externes

- changements réglementaires locaux de nature à entraîner une baisse significative de la valeur de l'UGT ;
- changements significatifs de l'environnement financier conduisant à une baisse importante et prolongée de la rentabilité des investissements.

2.9.2 Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance vie

La juste valeur des portefeuilles de contrats d'assurance et de contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'un transfert de portefeuille est présentée en deux composantes distinctes :

- un passif évalué selon les méthodes comptables applicables aux contrats d'assurance et aux contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire ;
- la valeur de portefeuille des contrats définie comme l'actif incorporel correspondant à la différence entre la juste valeur de ces contrats et le montant du passif décrit à l'alinéa précédent.

Les valeurs de portefeuilles sont généralement amorties de manière actuarielle jusqu'à extinction desdits portefeuilles.

2.9.3 Valeur des accords de distribution

La valeur d'un accord de distribution représente la valeur des flux futurs attendus des nouvelles affaires au sein du réseau d'un partenaire couvert par un accord de distribution. Ces actifs incorporels sont estimés en fonction des modalités spécifiques à chaque contrat de distribution ; ils sont amortis sur la durée de vie du contrat de distribution, en prenant en compte leur éventuelle valeur résiduelle.

2.9.4 Logiciels

Les licences acquises, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne, des travaux d'intégration nécessaires pour la mise en place des progiciels métiers et des maintenances évolutives, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement, sont immobilisés s'ils respectent IAS 38 et notamment si ces dépenses augmentent les avantages futurs associés à l'actif correspondant. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de 5 ans.

2.10 Placements

2.10.1 Immobilier

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou construction) détenu par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option proposée par IAS 40 pour les immeubles de placement et IAS 16 pour les immeubles d'exploitation, le groupe CNP a choisi le modèle d'évaluation au coût pour ses immeubles, à l'exception des immeubles supports de contrats en unités de compte, qui sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur des immeubles (hors supports de contrats en unités de compte) est par ailleurs communiquée en annexe. Cette juste valeur correspondant à la valeur de réalisation des immeubles et des parts de sociétés immobilières non cotées. Elle est déterminée sur la base d'une expertise quinquennale effectuée par un expert accepté par l'ACP. Entre deux expertises, la valeur fait l'objet d'une estimation annuelle certifiée par un expert.

Selon le modèle du coût, la valeur comptable correspond au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un immeuble font partie du coût de cet actif préalablement à son utilisation. Une fois l'immeuble utilisé, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges.

Le groupe CNP a défini cinq catégories principales de composants :

- Terrain ;
- Gros œuvre, structures et charpentes ;
- Façade et toiture ;
- Agencements ;
- Installations générales techniques.

Les coûts postérieurs à l'acquisition sont immobilisés, sous réserve que des avantages économiques futurs en soient attendus et qu'ils puissent être estimés de façon fiable, et sont intégrés dans le composant qu'ils concernent.

Les frais directement attribuables à l'acquisition des immeubles sont inclus dans le coût historique de l'immeuble et intégralement affectés au composant gros œuvre.

Amortissement des immeubles

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle.

Les valeurs résiduelles sont considérées comme nulles en raison de la difficulté pour un bien immobilier de déterminer de manière fiable une valeur résiduelle.

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différents composants, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortissables :

- Gros œuvre 50 ans ;
- Façade et toiture 30 ans, mais 20 ans pour les locaux d'activité, les centres commerciaux et les cinémas;
- Installations générales techniques 20 ans ;
- Agencements 10 ans.

Dépréciation des immeubles

À chaque date de clôture, l'existence d'un quelconque indice montrant une perte de valeur est appréciée. Un des indices est une perte de valeur de l'immeuble de plus de 20% par rapport à son coût. L'existence d'indications de pertes de valeur conduit le Groupe à estimer la valeur recouvrable de l'immeuble concerné.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente, déterminée selon l'expertise annuelle à laquelle procède le groupe CNP pour son patrimoine immobilier.

2.10.2 Actifs financiers

Classification

Les actifs financiers sont classés dans une des quatre catégories suivantes, en fonction des types de portefeuilles, des types d'actifs financiers, des spécificités de certains actifs financiers et selon un ordre de priorité entre ces différents critères :

- Les actifs à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat, qui correspondent aux titres détenus à des fins de transaction et aux titres désignés à la première comptabilisation comme à la juste valeur par résultat en application de l'option juste valeur. Ils recouvrent les actifs financiers en représentation des contrats en unités de compte, les actifs comportant un dérivé incorporé non intimement lié au contrat hôte, les actifs issus de consolidation des OPCVM et les produits dérivés.
- Les actifs détenus jusqu'à l'échéance qui correspondent aux titres que le groupe CNP Assurances a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur remboursement ou leur échéance. Cette catégorie est utilisée de façon marginale pour certains titres obligataires, notamment détenus par la filiale brésilienne.
- Les prêts et créances recouvrent les actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et autres que ceux qui sont classés parmi les actifs détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente.
- Les actifs disponibles à la vente sont ceux que l'entreprise n'a pas l'intention manifeste de céder mais qu'elle pourra être amenée à vendre pour répondre par exemple à des besoins de liquidité. Ils regroupent les actifs financiers qui ne sont pas classés dans les autres catégories.

Comptabilisation

Le Groupe comptabilise les actifs financiers dans son bilan lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Dans les cas des achats et des ventes normalisés, les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont enregistrés à leur juste valeur augmentée, dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas à la juste valeur par résultat, des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier arrivent à expiration ou que l'actif a fait l'objet d'un transfert par lequel le Groupe a également transféré la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à cet actif.

Méthode d'évaluation

Les actifs disponibles à la vente ainsi que les actifs en juste valeur avec variation de juste valeur par résultat sont valorisés ultérieurement à la juste valeur.

La variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente sur la période est enregistrée directement en capitaux propres en tenant compte des droits des assurés et de la fiscalité (cf. principe de la comptabilité reflet au paragraphe 2.12.1).

La variation de juste valeur des actifs en juste valeur sur la période est constatée par le compte de résultat en tenant compte des droits des assurés et de la fiscalité (cf. principe de la comptabilité reflet au paragraphe 2.12.1).

Les prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à l'échéance sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les commissions et frais payés et reçus, les coûts de transaction directement attribuables et toutes les autres primes positives ou négatives sont amortis sur la durée de vie attendue de l'instrument.

Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, le Groupe estime la juste valeur en utilisant une technique de valorisation. Les techniques de valorisation comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale entre parties informées et consentantes, si elles sont disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

Modalités de dépréciation

Les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation à chaque date d'arrêt des comptes. Un actif financier a subi une dépréciation lorsqu'il y a des indications objectives de pertes de valeur suite à un ou plusieurs événements dont l'incidence sur les flux futurs estimés de l'actif peut être évaluée de manière fiable.

Actifs comptabilisés au coût amorti et instruments de dette disponibles à la vente

Pour les obligations détenues jusqu'à l'échéance ou disponibles à la vente, une dépréciation fondée sur la juste valeur est enregistrée au compte de résultat s'il est probable que les flux de trésorerie ne seront pas pleinement recouverts du fait de l'existence d'une ou plusieurs indications objectives de dépréciation.

L'abaissement de la notation de crédit d'une entité ou l'accroissement de son spread de crédit ne constitue pas, en eux mêmes, une indication de perte de valeur.

Instruments de capitaux propres disponibles à la vente

Le groupe CNP Assurances a pris en compte les décisions prises par le comité d'interprétation des normes IFRS (l'IFRIC) dans son « update » du mois de juillet 2009 concernant les modalités d'application des principes applicables aux dépréciations d'instruments de capitaux propres.

Le groupe CNP Assurances détermine à chaque arrêté pour les instruments de capitaux propres disponibles à la vente s'il existe une indication objective de dépréciation caractérisée par :

- une moins value latente prolongée : un cours inférieur au prix de revient unitaire moyen sur les 24 derniers mois précédant l'arrêté ; ou
- une moins value latente significative : un cours à la date d'inventaire inférieur à 50% du prix de revient unitaire moyen de l'instrument à la date d'arrêté.

Lorsqu'une telle indication objective de dépréciation est constatée, la moins value latente cumulée comptabilisée jusqu'ici directement en capitaux propres est enregistrée automatiquement en résultat.

Par ailleurs, dans tous les autres cas où ces seuils ne sont pas atteints, le Groupe analyse systématiquement actif par actif, si, lorsque le cours est inférieur à 70% du prix de revient unitaire moyen sur les 6 derniers mois précédant l'arrêté, il y a lieu de déprécier par résultat le titre concerné.

Ce jugement se fonde sur une analyse dont l'ampleur repose sur le niveau de matérialité des moins-values latentes et sur les caractéristiques intrinsèques justifiant la valeur d'expertise de chaque actif.

En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Une méthode similaire est appliquée pour les titres non cotés à revenu variable.

Reprise de dépréciations

*** Titres en AFS**

Les pertes de valeur comptabilisées en résultat pour un investissement dans un instrument de capitaux propres classé en AFS ne sont reprises en résultat qu'à la décomptabilisation de l'instrument.

Si la juste valeur d'un instrument de dette disponible à la vente augmente au cours d'un exercice ultérieur du fait d'événements survenant après la dépréciation, la perte de valeur doit être reprise. La reprise est constatée dans le résultat de la période.

*** Prêts, créances, et titres en HTM**

Si le montant de la perte de valeur diminue au cours d'un exercice ultérieur du fait d'événements survenant après la dépréciation, la perte de valeur est reprise par le compte de correction de valeur sans que celle ci puisse aboutir à une valeur comptable supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu en l'absence de dépréciation. La reprise est constatée dans le résultat de la période.

2.10.3 Instruments dérivés

Un dérivé est un instrument financier, ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39, qui présente les trois caractéristiques suivantes : (a) sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable (le "sous-jacent") ; (b) il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et (c) il est réglé à une date future.

Tout dérivé est classé comme un actif en juste valeur dont les variations passent par résultat, sauf s'il s'agit d'un instrument de couverture désigné comme tel et efficace.

Les dérivés incorporés dans des contrats hôtes sont séparés et comptabilisés comme des dérivés lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé ;
- le contrat composé n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Si le Groupe se trouve dans l'incapacité d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, il comptabilise l'intégralité du contrat composé comme un actif ou un passif financier à la juste valeur par résultat.

2.10.4 Méthodes d'évaluation de la juste valeur des actifs financiers

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie essentiellement sur l'ancienneté des prix provenant des cotations observées.

Lorsque le cours d'un instrument financier n'est pas coté sur un marché actif, i.e. absence de cotation ou cotation disponible sur un marché inactif (ce qui est le fait de certains titres structurés), le groupe CNP Assurances utilise des justes valeurs mesurées par des techniques de valorisation. Ceci comprend :

- des valeurs fournies à la demande du Groupe par des arrangeurs, des agences de valorisation et qui ne sont pas publiquement disponibles, ou des valeurs fournies par des tiers, déjà publiquement disponibles mais concernant des actifs dont le marché n'est pas toujours actif ;
- des actifs financiers évalués sur la base de modèles internes utilisant un maximum de données observables.

Par exemple, concernant les titres structurés, le prix établi par les arrangeurs de ces titres est retenu, excepté dans les cas où

- des analyses effectuées par CNP Assurances concluraient à l'absence de fiabilité des valeurs communiquées ; ou
- CNP Assurances dispose de valeurs de marchés évaluées par un modèle interne.

Les titres structurés détenus par CNP Assurances sont des instruments financiers dont la rémunération est indexée sur des indices, paniers d'actions, fonds alternatifs, taux, ainsi que des crédits, incluant éventuellement des dérivés incorporés susceptibles de modifier la structure des revenus ou du remboursement.

Les prix établis par les arrangeurs sont obtenus en principe tous les mois, à la suite d'un engagement de communication demandé auprès de chaque arrangeur. Les valorisations communiquées par les arrangeurs correspondent à une valeur économique des titres. CNP Assurances vérifie, par sondage ou en cas d'évolution significative de la valorisation, la fiabilité de ces données à partir d'une évaluation (estimation de cash flows futurs de certains titres par exemple) ou interroge les arrangeurs quant aux méthodologies employées. Les valeurs des arrangeurs examinées jusqu'à maintenant ont été confortées par CNP Assurances qui s'assure tant de la qualité des méthodes d'évaluation des arrangeurs que de la qualité des ratings des émissions et de l'absence d'incident de crédit.

Principes relatifs aux méthodes d'évaluation de produits structurés

Les valeurs estimées cherchent à approximer la valeur économique d'une position donnée en utilisant des prix et des taux correspondant aux actifs sous jacents ou aux taux de référence. Les valeurs communiquées correspondent au montant estimé qu'une contrepartie accepterait de payer pour acquérir l'actif. Des valeurs effectives de négociation pourraient néanmoins être sensiblement différentes de ces prix indicatifs, résultant de divers facteurs pouvant inclure les conditions prédominantes de spreads de crédit, de liquidité du marché, de la taille de la position, des coûts de financement, des coûts et risques de couverture.

Les techniques d'évaluation :

- utilisent au maximum des données de marché ;
- prennent en compte tous les facteurs que les intervenants sur le marché prendraient en considération pour fixer un prix ;
- sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour la fixation du prix d'instruments financiers.

Catégories de juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers (cf. note 8.2) :

- Catégorie 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. La juste valeur de la majeure partie des actifs détenus par le Groupe est déterminée à partir du cours de bourse de l'instrument financier dès lors que ce dernier est disponible et représente des transactions régulières sur le marché ayant lieu dans des conditions de concurrence normale. Le marché actif de ces derniers est celui sur lequel chacun de ces titres a fait l'objet de la plus récente cotation avec les plus grands volumes de transaction. Sont ainsi concernés :

- les actions, évaluées en fonction des cours de leur place de cotation de référence ;
- les OPCVM détenus, à partir de leur valeur liquidative ;
- les obligations, EMTN, BMTN : pour chaque titre, une recherche du cours le plus récent est effectuée sur l'ensemble des places de cotation, que celles-ci correspondent à des bourses officielles, des brokers, des salles de marché, des plates-formes transactionnelles ou bien des prix de référence ISMA (fourchettes moyennes de prix traités) ou BGN (cours moyens avec exclusion des extrêmes). Le Groupe prend en compte entre autre l'aspect de la liquidité dans le choix de la place de cotation ;
- les BTAN, à partir des taux de cotation centralisés par la Banque de France.
- les dérivés traités sur un marché organisé.

- Catégorie 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation standard reposant sur des paramètres principalement observables. Cette catégorie comprend :

- les titres structurés valorisés par le Groupe, un arrangeur ou un valorisateur externe ;
- les participations non cotées ;
- les dérivés échangés sur un marché de gré à gré ;
- les TCN autres que BTAN, évalués à partir d'une courbe zéro coupon majorée d'un spread ;
- tout autre instrument financier coté pour lequel le marché est inactif.

- Catégorie 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant principalement sur des paramètres inobservables. Un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date. Cette catégorie recouvre peu d'instruments financiers détenus par le Groupe. Il s'agit par exemple d'instruments financiers de titrisation, pour lesquels le Groupe s'est par ailleurs assuré qu'un changement des paramètres utilisés pour la valorisation selon des hypothèses alternatives raisonnables n'a pas d'impact significatif au niveau du Groupe.

2.11 Capitaux propres

2.11.1 Eléments inclus dans les capitaux propres

Les capitaux propres comprennent notamment, outre le capital social et les résultats mis en réserve, les réévaluations des actifs classés en AFS nettes de l'impôt et de l'impact de la comptabilité reflet, la réserve de capitalisation nette d'impôt ainsi que les titres subordonnés classés en instruments de capitaux propres compte tenu du caractère discrétionnaire de leur rémunération (cf. 2.15).

2.11.2 Gestion des capitaux propres

Conformément aux directives européennes, CNP Assurances est soumis à la réglementation en matière de couverture de la marge de solvabilité, tant au niveau social pour chacune des compagnies d'assurances européennes qu'au niveau du Groupe.

Le suivi de la solvabilité fait l'objet d'une surveillance périodique par chacune des sociétés, ainsi que par la direction financière du Groupe. CNP Assurances effectue des prévisions à 5 ans, en utilisant des scénarios extrêmes sur l'évolution des marchés des actions et des taux d'intérêts.

Au 30 juin 2010, un calcul estimé sur la base d'une méthode similaire aux obligations annuelles, met en évidence une couverture suffisante.

2.12 Actions propres

Les actions propres détenues par CNP Assurances, destinées notamment à régulariser les cours, sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Il en est de même des actions propres acquises en vue de l'attribution d'actions gratuites au personnel (cf. note 2.15).

2.13 Classification des contrats

Les contrats dont les principes de comptabilisation et d'évaluation relèvent de la norme IFRS 4 incluent :

- les contrats d'assurance (cf. définition en infra) comportant un aléa pour l'assuré. Cette catégorie recouvre les contrats de prévoyance, retraite, dommages aux biens et les contrats d'épargne en unités de compte avec garantie plancher ;
- les contrats financiers émis par l'assureur comportant un élément de participation aux bénéfices (PB) discrétionnaire : contrats en euros avec participation aux bénéfices discrétionnaire, contrats en unités de compte comportant des supports en euros avec participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats financiers relevant de la norme IAS 39 correspondent aux contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire : contrats d'épargne en unités de compte sans support euros et sans garantie plancher.

Les contrats qui ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance et qui ne sont pas non plus des contrats financiers relèvent :

- soit de la norme IAS 18 s'ils correspondent à une prestation de services ;
- soit de la norme IAS 19 pour les contrats souscrits dans le cadre d'un engagement social du groupe CNP envers ses salariés.

2.13.1 Contrats d'assurance et contrats financiers avec PB discrétionnaire

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire sont comptabilisés selon les principes comptables appliqués par le Groupe en application des normes du Groupe, à l'exception des dispositions spécifiques introduites par la norme IFRS 4 et relatives à la comptabilité reflet et au test de suffisance des passifs. Les engagements font l'objet de ce test pour vérifier si les passifs d'assurance, nets d'actifs d'assurance (participation aux bénéfices différées active, et autres actifs incorporels liées à l'assurance) sont suffisants, par comparaison avec la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance et d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire.

Contrats d'assurance

Les contrats en vertu desquels la Compagnie accepte un risque d'assurance significatif de la part d'un tiers (l'assuré) en acceptant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire, si un événement futur incertain déterminé (l'événement assuré) a des conséquences défavorables pour le titulaire ou un autre bénéficiaire, sont classés dans la catégorie des contrats d'assurance.

Un risque d'assurance est un risque, autre qu'un risque financier. Un risque financier se définit comme un risque de variation potentielle future d'une ou de plusieurs des variables suivantes : taux d'intérêt, cours d'une valeur mobilière, cours d'une matière première, taux de change ou une variable similaire. Si la variable n'est pas une variable financière, le risque est un risque financier si la variable n'est pas spécifique à l'une des parties au contrat ; dans le cas contraire, il s'agit d'un risque d'assurance. Le risque de rachat, le risque de prorogation ou le risque de dérive des frais généraux ne sont pas des risques d'assurance sauf s'il s'agit de risques initialement supportés par l'assuré auquel l'assureur est exposé en vertu d'un contrat d'assurance.

Pour chaque portefeuille homogène de contrats, le caractère significatif du risque d'assurance est apprécié sur la base d'un contrat individuel représentatif. Le risque d'assurance peut ainsi être significatif alors que la mutualisation des risques au sein d'un portefeuille rend négligeable la probabilité d'une perte significative par rapport aux états financiers sur l'ensemble du portefeuille.

Contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire

Les contrats qui n'exposent pas l'assureur à un risque d'assurance ou l'exposent à un risque d'assurance non significatif sont classés dans la catégorie des contrats financiers lorsqu'ils créent un actif ou un passif financier. Ils sont qualifiés de contrat financier avec participation aux bénéfices discrétionnaire dès lors qu'il existe un droit pour le titulaire d'un contrat d'obtenir en raison de dispositions contractuelles et/ou de dispositions réglementaires, en supplément des éléments garantis, des bénéfices additionnels :

- dont il est probable qu'ils représentent une part significative du total des bénéfices contractuels ;
- dont le montant ou le rythme d'émergence est contractuellement à la discrétion de l'émetteur ; et
- qui sont contractuellement basés sur la performance d'un pool de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les produits des placements réalisés et/ou latents sur un ensemble d'actifs déterminé détenu par l'émetteur ou le résultat de la compagnie, le fonds ou l'entité qui émet le contrat.

Contrats hybrides

Certains contrats émis par le Groupe comportent à la fois une composante "dépôt" et une composante d'assurance. Ces deux composantes ne sont séparées et évaluées de façon distincte que lorsque la composante "dépôt" peut être évaluée séparément et que les droits et obligations qui en résultent ne seraient pas comptabilisés en l'absence de séparation. En cas de séparation, la composante assurance est comptabilisée comme un contrat d'assurance, tandis que la composante "dépôt" est comptabilisée comme un instrument financier selon la norme IAS 39.

En application de cette méthode comptable, les composantes des contrats dits multisupports émis par le Groupe n'ont pas été séparées.

> Assurance vie et capitalisation

Primes

Les primes des contrats en vigueur durant l'exercice sont prises en compte dans les produits, sous réserve des corrections suivantes :

- les primes à émettre font l'objet d'une estimation pour la part acquise à l'exercice, dans le cas des contrats groupe comportant la couverture du risque décès ;
- il est effectué une régularisation pour annulation de primes destinées à faire face aux risques de renonciation à intervenir après l'inventaire sur les primes émises ou restant à émettre. Cette régularisation est effectuée sur les principaux produits, en fonction du taux d'annulation constaté au titre des souscriptions et des renoncations de l'année.

Provisions techniques et mathématiques

Concernant les contrats comportant la couverture du risque décès, la provision constituée contient la quote-part de primes émises et non acquises à la période inventoriée.

Les provisions mathématiques des contrats en euros correspondent à la différence de valeur actuelle des engagements de l'assureur et de l'assuré.

Les provisions d'assurance vie sont constituées sur la base de taux d'actualisation au plus égaux aux taux de rendement prévisionnels, prudemment estimés, des actifs affectés à leur représentation.

L'actualisation des engagements est effectuée en retenant un taux au plus égal au taux du tarif du contrat concerné et en utilisant les tables de mortalité réglementaires ou les tables d'expérience si elles sont plus prudentes. En matière de taux d'actualisation de rentes, il est tenu compte des conséquences de la baisse des taux d'intérêts, lorsque le taux du tarif est jugé trop élevé par rapport aux perspectives attendues de réinvestissement.

Une provision globale de gestion est dotée à due concurrence de l'ensemble des charges de gestion futures des contrats, non couvertes par des chargements sur primes ou par des prélèvements sur produits financiers prévus par ceux-ci.

Lorsqu'une rémunération excédant le taux minimal garanti, fondée sur les résultats de la gestion technique et financière, est due aux assurés, et qu'elle n'a pas été distribuée aux assurés au cours de la période, son montant figure dans la provision pour participation aux bénéfices.

La participation aux bénéfices comprend aussi la participation aux bénéfices différée latente résultant de la comptabilité reflet.

La participation aux bénéfices affectée aux contrats au 30 juin est calculée en appliquant à la production financière du semestre le taux prévisionnel annuel de reversement des produits financiers des placements d'assurance aux assurés, hors plus values réalisées sur filiales et participations.

La provision pour sinistres à payer comprend les sinistres et capitaux échus restant à payer à la fin de la période.

Les provisions mathématiques des contrats exprimés en unités de compte sont évaluées sur la base des actifs servant de support à ces contrats. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques.

Les provisions pour garanties plancher sont évaluées selon la méthode de Black & Scholes.

> Assurance invalidité accident maladie

Les primes sont enregistrées nettes de taxes et d'annulations.

Le chiffre d'affaires correspond aux primes acquises à la période, qui sont déterminées en tenant compte :

- d'une estimation des primes restant à émettre à la clôture de la période,
- de la variation de la provision pour primes non acquises (qui correspond à la quote-part des primes émises et non acquises à la période).

Il est constitué une provision pour risques croissants pour couvrir les écarts temporels existant entre la période de mise en jeu de la garantie et son financement par les primes d'assurance.

Les sinistres sont enregistrés dans la période de survenance sur la base des déclarations reçues, ou selon des estimations, lorsqu'ils ne sont pas encore connus.

L'évaluation des provisions de sinistres est fondée sur la valeur estimée des dépenses prévisibles nettes d'éventuels recours à recevoir.

Une participation aux bénéfices différée est constatée pour les contrats comportant une clause de participation aux bénéfices selon les principes de la comptabilité reflet.

Les frais de gestion des dossiers de sinistres sont provisionnés.

> Test de suffisance des passifs d'assurance

À chaque arrêté comptable, le groupe CNP Assurances s'assure que les passifs d'assurance comptabilisés nets d'actifs d'assurance (participation aux bénéfices différée et actifs incorporels liés à l'assurance) sont suffisants en utilisant les estimations actuelles de flux de trésorerie futurs issus des contrats d'assurance et des contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire. La réalisation de ce test repose sur les outils de modélisation de gestion actif/passif, et permet d'évaluer les engagements dans un grand nombre de scénarii économiques par une approche stochastique après prise en compte notamment des dérivés incorporés (options de rachat des assurés, taux garantis...) et des frais de gestion. Ce test permet de déterminer la valeur économique des passifs qui correspond à la moyenne des trajectoires stochastiques. Pour la réalisation de ce test, le groupe procède à un regroupement de ses contrats similaires. Les résultats du test sont analysés au niveau de l'entité juridique : si, au niveau de l'entité juridique, la somme de la valeur de rachat et de la participation aux bénéfices différée (active ou passive), nette des coûts d'acquisition différés et d'actifs incorporels liés, est inférieure aux provisions d'assurance évaluées à la juste valeur, l'insuffisance est enregistrée en contrepartie du résultat.

> Comptabilité reflet

La comptabilité reflet permet de répondre comptablement au risque de déséquilibre actif/passif artificiellement généré par des modes différents de valorisation de l'actif et du passif. Lorsque l'évaluation des passifs, des frais d'acquisition reportés ou des portefeuilles de contrats figurant à l'actif est directement affectée par la réalisation des plus ou moins-values des actifs, une provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie des plus ou moins values latentes reconnues dans les placements. Cette participation aux bénéfices différée est comptabilisée selon les mêmes modalités que le sous-jacent : en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation.

La provision pour participation aux bénéfices différée est déterminée en appliquant aux montants des réévaluations de l'actif les taux de participation estimés sur la base des obligations contractuelles attachées à chaque portefeuille. L'estimation de ces taux prend notamment en compte les éléments suivants : clauses de participation aux bénéfices réglementaires et contractuelles, programme de réalisation des plus ou moins-values et politique de distribution de l'assureur. Les taux de participation appliqués aux plus et moins-values latentes lors de la mise en oeuvre de la comptabilité reflet sont identiques à ceux appliqués aux retraitements de consolidation pour déterminer les participations différées.

La détermination de la quote-part de plus ou moins values revenant aux assurés est déterminée selon les caractéristiques des contrats susceptibles de bénéficier de ces plus ou moins values. Les contrats ne comportant aucune clause de participation aux bénéfices et ne rentrant pas dans les règles de participation minimum réglementaire ne sont pas compris dans le périmètre de la comptabilité reflet.

Le montant de la participation aux bénéfices différée nette issue de la comptabilité reflet est comptabilisé, soit au passif (participation aux bénéfices différée passive nette), soit à l'actif du bilan (participation aux bénéfices différée active nette), suivant la situation de l'entité juridique considérée.

La participation aux bénéfices différée, lorsqu'elle est active, est soumise à un test de recouvrabilité. Ce test vise à démontrer que son montant (déterminé en application des taux de participation décrits précédemment), dans le contexte de continuité d'exploitation dans lequel s'inscrit le groupe, est recouvrable sur des participations aux bénéfices futures ou latentes et ne conduit pas une insuffisance des engagements comptabilisés par le groupe par rapport à ses engagements économiques. Ce test de recouvrabilité a été mené suivant la même méthodologie que le test de suffisance des passifs décrit au paragraphe précédent.

Conformément à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 19 décembre 2008 relative aux modalités de reconnaissance des participations aux bénéfices différées actives dans les comptes consolidés des organismes d'assurance, la recouvrabilité de la participation aux bénéfices active est confortée par l'appréciation prudente de la capacité de détention des actifs, notamment en matière de collecte future dans les flux prévisionnels. De même, la capacité d'absorption par les rendements futurs de ces moins values latentes a été testée dans un environnement de rachats défavorable jamais encore connu.

> Réassurance

Cessions

Les primes, sinistres et provisions sont enregistrés bruts de cession en réassurance. La quote-part cédée est incluse dans le résultat de la réassurance.

La part des cessionnaires dans les provisions techniques fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté. S'il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale, que la provision à charge d'un réassureur doit être dépréciée, le Groupe réduit la valeur comptable de cet actif en conséquence et comptabilise la perte qui en résulte dans le compte de résultat. Lorsque l'actif de réassurance est garanti par des titres reçus en nantissement, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés de l'actif reflète les flux de trésorerie qui pourraient résulter de la réalisation du gage après déduction des coûts liés à la mise en œuvre de cette garantie, que la réalisation soit probable ou non.

Acceptations

Les contrats d'acceptation en réassurance comportent un risque d'assurance significatif et sont donc comptabilisés comme des contrats d'assurance.

2.13.2 Contrats d'investissement (IAS 39)

Les contrats financiers sont évalués à l'origine à leur juste valeur. Les chargements sur primes sont comptabilisés dans le poste chiffre d'affaires ou produits des autres activités.

Les contrats financiers en unités de compte sont valorisés ultérieurement à la juste valeur, avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat.

Les évaluations ultérieures des contrats d'investissement en unités monétaires sont effectuées à la juste valeur qui correspond la valeur de rachat par le souscripteur.

2.13.3 Contrats de prestations de service

Les contrats qui n'exposent pas l'assureur à un risque d'assurance ou l'exposent à un risque d'assurance non significatif et qui ne créent ni actif ou ni passif financier sont classés dans la catégorie des contrats de service. Conformément à la norme IAS 18, le produit lié à une transaction impliquant une prestation de service est comptabilisé par référence au degré d'avancement de la transaction si le résultat de celle-ci peut être estimé de façon fiable.

2.14 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériel bureautique et d'installations diverses.

Les durées d'utilité estimée vont de 3 ans pour le matériel informatique à 10 ans pour les agencements, aménagements et installations.

2.15 Avantages au personnel

Le groupe CNP Assurances provisionne la totalité de ses avantages au personnel conformément à la norme IAS 19 révisée, exception faite des attributions d'actions gratuites comptabilisées selon la norme IFRS 2.

2.15.1 Engagements sociaux

Régime de retraite complémentaire à prestations définies

Début juillet 2006, CNP Assurances a mis en place un régime de retraite complémentaire à prestations définies dans le cadre de l'article 39 du Code Général des Impôts. Un contrat d'assurance couvre les risques viager et financier dès le départ en retraite de la population couverte.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leurs coûts, sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur inscrite au bilan au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la valeur actualisée des engagements futurs, et les actifs investis en valeur de marché, destinés à les couvrir.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Indemnités de fin de carrière et médailles du travail

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière et des gratifications pour médailles du travail sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetées et entièrement comptabilisés au bilan.

Préretraite

Les engagements au titre des plans de préretraite sont évalués sur la base de la valeur actualisée des coûts futurs probables et entièrement comptabilisés au bilan.

Aide à la création d'entreprise

Les aides financières que CNP Assurances accorde à ses employés pour la création ou la reprise d'entreprise sont comptabilisées au bilan.

Détermination du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est déterminé selon le taux des obligations d'État ou selon le taux des obligations Corporate de haute qualité, dès qu'un marché actif existe, et en fonction de la durée des engagements.

Pour les préretraites, la durée des engagements étant plus courte, les taux sont fondés sur la courbe des taux à une date proche de la date d'arrêt.

Mode de comptabilisation

Le groupe CNP Assurances a souhaité appliquer l'option proposée par IAS 19 qui permet de comptabiliser les écarts actuariels des régimes postérieurs à l'emploi par les capitaux propres.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leur engagement faisant l'objet d'une dette au bilan.

Pour les régimes à prestations définies financés, l'insuffisance ou l'excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme dette ou actif au bilan.

Le groupe CNP Assurances n'applique pas la méthode du corridor et reconnaît immédiatement les écarts actuariels par capitaux propres pour les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies. Les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme sont immédiatement reconnus en résultat.

La charge actuarielle comptabilisée au compte de résultat sur l'exercice en cours pour les régimes à prestations définies comprend deux éléments :

- un élément de frais généraux égal au coût des services rendus au cours de l'exercice, au coût des services passés ;
- un élément de frais financiers égal au coût financier, au rendement attendu des actifs de régime.

2.15.2 Rémunérations en actions

Programme d'attribution d'actions gratuites de CNP Assurances

Aux termes de sa 8e résolution, l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2005 statuant en la forme extraordinaire, a autorisé le Directoire, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou au profit des dirigeants visés à l'article L. 225-197-1 II du Code de commerce, ainsi qu'aux membres du personnel salarié et aux dirigeants des sociétés liés à la Société dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à l'attribution gratuite d'actions de la Société, existantes ou à émettre. Le nombre total des actions qui pourront être attribuées ne pourra excéder 0,4 % du capital social, ce pourcentage étant calculé compte tenu des dites actions attribuées et/ou émises.

Dans le cas d'attribution d'actions à émettre par voie d'augmentation de capital, l'Assemblée générale a autorisé le Directoire à augmenter le capital social du montant nominal maximum correspondant au nombre d'actions attribuées, a pris acte et a décidé, en tant que de besoin, que l'attribution des actions aux bénéficiaires désignés par le Directoire emporte, au profit desdits bénéficiaires, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre.

L'Assemblée générale du 7 juin 2005 a fixé à trente-huit (38) mois le délai pendant lequel le Directoire pourra faire usage de la présente autorisation.

Le Directoire, qui n'avait pas fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2005, a attribué le 5 juillet 2006 52 920 actions CNP, représentant 0.038% du capital de CNP Assurances à cette date.

Le 19 juin 2007, le Directoire a complété son programme d'attribution en octroyant gratuitement 52 650 actions CNP, représentant 0,035 % du capital de CNP Assurances à cette date.

Pour chacune de ces attributions, la durée d'acquisition est fixée à deux ans, ainsi que la durée de conservation minimale.

Mode de comptabilisation

Les titres acquis en vue de l'attribution sont imputés sur les capitaux propres. Les mouvements de valeur résultant de la différence entre le coût d'achat moyen des titres et la juste valeur à la date d'octroi restent imputés sur les capitaux propres, sans impact sur le résultat. Le coût des services rendus est évalué sur la base de la juste valeur des actions distribuées aux salariés selon les dispositions de la norme IFRS 2. Ce coût est réparti sur la période d'acquisition des droits ; il est constaté en charges du personnel, en contrepartie d'une augmentation correspondante des capitaux propres. La charge annuelle tient compte du nombre estimé d'ayant droits au terme de chaque exercice et des frais de gestion de ces titres.

2.16 Emprunts et dettes subordonnées

Les titres subordonnés perpétuels dont les clauses de rémunération des porteurs de titres offrent à l'émetteur la maîtrise de la date de paiement des intérêts sont classés en instrument de capitaux propres. Toutes les autres obligations, perpétuelles ou remboursables, sont classées en dettes financières.

2.17 Frais d'acquisition et d'exploitation

Les charges techniques sont classées par destination :

- les frais de gestion de sinistres et de règlements des prestations comprennent le coût des services qui règlent les sinistres, les rachats, les capitaux échus et les rentes ;
- les frais d'acquisition des contrats incluent l'ensemble des charges de nature commerciale, logistique, administrative exposées en vue de la production des nouveaux contrats ;
- les frais d'administration incluent les coûts de gestion courante des contrats en portefeuille;
- les charges de placement comprennent les coûts de gestion interne et externe, ainsi que les charges de nature financière ;
- les autres charges techniques correspondent à des charges de structure ne pouvant être affectées de façon rationnelle aux autres destinations.
- les charges non techniques sont celles qui se rapportent à des activités sans lien technique avec l'activité d'assurance.

Enregistrement et affectation des charges :

- les frais d'exploitation sont initialement enregistrés par nature avant d'être réaffectés par destination ;
- les natures de charges directement affectables à une destination sont enregistrées sans application de clés.

Pour les autres frais, on distingue :

- les frais des centres fonctionnels qui sont répartis sur les centres opérationnels en fonction de clés statistiques ou de relevés d'activité.
- les frais des centres opérationnels augmentés des frais des centres fonctionnels, qui sont affectés aux destinations par application de clés de répartition adaptées à leur activité.

2.18 Fiscalité

Régime fiscal

CNP Assurances a opté pour le régime d'intégration fiscale. Le périmètre des principales sociétés qui composent cette intégration comprend, outre CNP Assurances, ses filiales CNP IAM, Préviposte, Investissement Trésor Vie (ITV), CNP International, CNP Caution, Sogestop G, Sogestop J, Carrés bleus SA (ex Sogestop C), Prévimum, CICOGE SA (société de placements immobiliers), Filassistance Services, Filassistance International, Age d'or Expansion, AEP 3, AEP 4, Assurimmeuble, Boetimmo, Etages Franklin, Etendard, Kupka, Pyramides 2, Arrabida Gaia, Assurhelene, Foncière Investissement, Saint-Denis Talange, Center Villepinte, Ecureuil Vie Crédit et Ecureuil Vie Investissement.

Impôts exigibles et impôts différés

Les impôts sur le bénéfice regroupent tous les impôts, qu'ils soient exigibles ou différés.

Le taux d'imposition retenu au 30 juin correspond au taux d'impôt prévisionnel (déterminé avant retraitements IFRS) de l'exercice en cours, appliqué au résultat comptable avant impôt du semestre et avant impôts différés sur retraitements IFRS.

Une différence temporelle, source d'impôt différé, apparaît dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Toutefois, pour les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, entreprises associées et coentreprises et investissements dans des succursales, un impôt différé passif n'est comptabilisé que dans la mesure où le Groupe n'est pas en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et où il est improbable que cette inversion ne se produira pas dans un avenir prévisible.

La compensation entre impôts différés actifs et passifs est effectuée par entité fiscale ou périmètre d'intégration. Les impôts différés actifs et passifs, liés aux mouvements sur la valorisation des actifs d'une part et la constatation d'une participation aux bénéfices différée d'autre part, sont calculés et suivis de façon séparée.

L'économie potentielle d'impôts liée aux pertes fiscales reportables est prise en compte si leur imputation sur les bénéfices fiscaux futurs est fortement probable. Lorsque la compensation entre impôts différés actifs et impôts différés passifs détermine un solde net actif d'impôt différé, celui-ci est constaté lorsque son imputation sur des bénéfices imposables futurs paraît probable. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.19 Secteurs opérationnels

L'application de la nouvelle norme IFRS 8 par le Groupe n'a pas d'incidence majeure sur l'information publiée jusqu'à présent selon IAS 14, dans la mesure où celle-ci reflétait déjà en grande partie la nature et la segmentation des informations revues par le comité exécutif du Groupe, assimilé au principal décideur opérationnel défini par la norme IFRS 8.

La distinction des secteurs d'activité, qui correspond au niveau de reporting interne, repose sur les caractéristiques techniques des produits distribués par le Groupe. Trois secteurs sont distingués en fonction de leurs risques et de leur rentabilité :

- Les produits d'épargne ont pour finalité la constitution d'une épargne qui peut être rachetée par l'assuré. Ces produits sont notamment sensibles à l'évolution des taux d'intérêts.
- Les produits de retraite ont pour objectif de permettre la constitution d'une rente ou d'un capital payable après la cessation d'activité professionnelle de l'assuré. Dans le cas d'une constitution de rente ils sont soumis principalement à un risque viager lié à survie de l'assuré.
- Les produits de risque et de prévoyance regroupent les produits permettant à l'assuré de se prémunir en cas de décès, d'accident ou de maladie, et les produits lui offrant une garantie en cas de dommages à ses biens ou lors de la mise en œuvre de sa responsabilité. La rentabilité est fonction de la survenance du risque couvert.

Les indicateurs suivants sont utilisés à des fins de reporting interne :

- Chiffre d'affaires : collecte brute de l'exercice, correspondant au chiffre d'affaires mesuré selon des principes applicables aux comptes consolidés en France, c'est-à-dire avant retraitements liés à la comptabilité de dépôt appliquée aux contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.
- Collecte nette : chiffre d'affaires tel que défini ci-dessus, nettes des prestations réglées au cours de l'exercice, hors variations de provisions pour sinistres à payer.

- Produit net d'assurance : chargements prélevés sur les produits d'assurance nets de commissions versés.
- Frais : frais généraux affectés à chaque secteur sur la base des analyses menées par la Direction de la Planification et de la Performance.
- Résultat brut d'exploitation : résultat opérationnel retraité des effets des marchés financiers avant charges de financement, impôts et part des minoritaires. Cet indicateur constitue une mesure clé du résultat sectoriel analysée par la direction du groupe. Pour obtenir le résultat en net part du groupe, le RBE est retraité des éléments suivants :
 - les charges de financement ;
 - le résultat des sociétés mises en équivalence ;
 - des éléments non courants ;
 - la charge d'impôt ;
 - les intérêts minoritaires ;
 - les effets des marchés sur portefeuille trading (correspondent aux variations de plus values latentes et aux plus values de cession des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat) ;
 - les plus values nettes actions et immobilier nettes des dépréciations exceptionnelles de valeur de portefeuille et de goodwill (correspondent aux plus values de cession des instruments de capitaux propres comptabilisés en titres disponibles à la vente et aux dépréciations d'instruments financiers ou d'actifs immobiliers).
- Capitaux propres : capitaux propres évalués en IFRS, ventilés par secteur au prorata du besoin réglementaire moyen en marge de solvabilité de chaque secteur.
- Actifs et passifs sectoriels : actifs et passifs évalués en IFRS ventilés par secteur d'activité.

Les informations comparatives ont été évaluées suivant la même méthodologie.

2.20 Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- soit une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe CNP,
- soit une obligation actuelle résultant d'événement passés, mais qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan. Ils font l'objet d'une information en annexe, à moins que la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit faible.

Les passifs éventuels sont évalués de façon continue pour déterminer si une sortie d'avantages économiques est devenue probable ou évaluable avec suffisamment de fiabilité, auquel cas une provision est comptabilisée dans les états financiers de l'exercice au cours duquel le changement de probabilité ou l'évaluation intervient.

Note 3. Capital

3.1 Tableau des titres super subordonnés perpétuels classés en capitaux propres

30/06/2010				
En millions d'€	Date d'émission	Taux servi	Devises	Montants
Titres super subordonnés Part du Groupe				2 143,0
CNP ASSURANCES	juin-04	Tec 10+10bps cap à 9%	€	250,0
CNP ASSURANCES	nov.-04	Tec 10+10bps cap à 9%	€	50,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6.5% jusqu'en 2008 puis 3%+22.5% fois l'EUR CMS 10 ans	€	225,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6.25% jusqu'en 2009 puis 4 fois (EUR CMS 10 ans-EUR CMS 2 ans); cap à 9% et floor à 2,75%	€	25,0
CNP ASSURANCES	juin-05	7% jusqu'en 2009 puis EUR CMS10 ans + 0.30%, cap à 10 fois (CMS10ans-CMS2ans) floor à 2%	€	75,0
CNP ASSURANCES	mai-06	5.25% jusqu'au 16/05/2036 puis EURIBOR 3mois + 185bp	€	160,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	4,75% jusqu'au 22 dec 2016 puis Euribor 3M + 184 bp	€	1 250,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	Euribor 3 mois + 95 bps jusqu'au 20/12/2026 puis Euribor 3 mois + 195 bps à partir du 20/12/2026	€	108,0
Total				2 143,0
31/12/2009				
En millions d'€	Date d'émission	Taux servi	Devises	Montants
Titres super subordonnés Part du Groupe				2 143,0
CNP ASSURANCES	juin-04	Tec 10 + 10bps, cap à 9%	€	250,0
CNP ASSURANCES	nov.-04	Tec 10 + 10bps, cap à 9%	€	50,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6,50% jusqu'en 2008 puis 3% + 22,5% fois l'EUR CMS 10 ans	€	225,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6,25% jusqu'en 2009 puis 4 fois (EUR CMS 10ans - EUR CMS 2 ans) ; cap à 9% et floor à 2,75%	€	25,0
CNP ASSURANCES	juin-05	7% jusqu'en 2009 puis EUR CMS 10 ans + 0,30%, cap à 10 fois (CMS10ans - CMS2 ans), floor à 2%	€	75,0
CNP ASSURANCES	mai-06	5,25% jusqu'au 16/05/2036 puis EURIBOR 3mois + 185bp	€	160,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	4,75% jusqu'au 22 dec 2016 puis Euribor 3M + 184 bp	€	1 250,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	Euribor 3 mois + 95 bps jusqu'au 20/12/2026 puis Euribor 3 mois + 195 bps à partir du 20/12/2026	€	108,0
Total				2 143,0

30/06/2009

<i>En millions d'€</i>	<i>Date d'émission</i>	<i>Taux servi</i>	<i>Devises</i>	<i>Montants</i>
Titres super subordonnés Part du Groupe				2 143,0
CNP ASSURANCES	juin-04	Tec 10 + 10bps, cap à 9%	€	250,0
CNP ASSURANCES	nov.-04	Tec 10 + 10bps, cap à 9%	€	50,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6,50% jusqu'en 2008 puis 3% + 22,5% fois l'EUR CMS 10 ans	€	225,0
CNP ASSURANCES	mars-05	6,25% jusqu'en 2009 puis 4 fois (EUR CMS 10ans - EUR CMS 2 ans) ; cap à 9% et floor à 2,75%	€	25,0
CNP ASSURANCES	juin-05	7% jusqu'en 2009 puis EUR CMS 10 ans + 0,30%, cap à 10 fois (CMS10ans - CMS2 ans), floor à 2%	€	75,0
CNP ASSURANCES	mai-06	5,25% jusqu'au 16/05/2036 puis EURIBOR 3mois + 185bp	€	160,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	4,75% jusqu'au 22 dec 2016 puis Euribor 3M + 184 bp	€	1 250,0
CNP ASSURANCES	déc.-06	Euribor 3 mois + 95 bps jusqu'au 20/12/2026 puis Euribor 3 mois + 195 bps à partir du 20/12/2026	€	108,0
Total				2 143,0

3.2 Capital social par détenteur

Détenteur	Nombre d'actions	Taux de détention
Caisse des Dépôts	237 660 516	39,99%
Sopassure (holding de la Poste et du groupe Caisse d'Epargne)	210 821 912	35,48%
Etat	6 475 364	1,09%
Total des actions de concert	454 957 792	76,57%
Public	139 193 500	23,43%
dont : CNP Assurances (actions propres)	2 330 004	0,39%
Total	594 151 292	100,00%

3.3 Capitaux propres

Nombre d'actions émises	Actions ordinaires		
	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Nombres d'actions émises à l'ouverture	594 151 292	594 151 292	594 151 292
Émissions sur l'exercice	-	-	-
Nombres d'actions émises à la clôture	594 151 292	594 151 292	594 151 292

3.4 Résultat par action/Résultat dilué

Montants en millions d'€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat de la période	542,4	1 004,1	502,3
Charge des titres super subordonnés nette d'impôt	-18,0	-63,0	-20,0
Dividendes des actions préférentielles	0,0	0,0	0,0
Résultat attribuable aux actions ordinaires	524,4	941,1	482,3

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Nombre d'actions ordinaires à l'ouverture (*)	594 151 292,0	594 151 292,0	594 151 292,0
Effet des actions propres détenues (*)	-2 088 856,0	-1 703 921,2	-1 864 457,2
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à la clôture (*)	592 062 436,0	592 447 370,9	592 286 834,8

Montants en €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat attribuable aux actions ordinaires	0,89	1,59	0,81
Effet après impôts des intérêts sur obligations convertibles	0,0	0,0	0,0
Résultat dilué attribuable aux actions ordinaires	0,89	1,59	0,81

Montants en millions d'€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat attribuable aux actions ordinaires	524,4	941,1	482,3

(*) Le nombre d'actions de la période en cours et des périodes antérieures a été ajusté pour refléter l'impact de la division du nominal par 4 le 5 juillet 2010.

Le résultat dilué attribuable est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à la clôture.

Note 4. Périmètre de consolidation

4.1 Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et pourcentage de contrôle au 30 juin 2010

Nom	Variation périmètre	Méthode	Pays	Activité	30/06/2010		31/12/2009	
					% contrôle	% intérêts	% contrôle	% intérêts
1. Filiales stratégiques								
CNP ASSURANCES		IG	France	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CNP IAM		IG	France	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PREVIPOSTE		IG	France	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ITV		IG	France	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CNP INTERNATIONAL		IG	France	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
LA BANQUE POSTALE PREVOYANCE		IP	France	Assurances	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
GLOBAL	(*)	NI	Portugal	Assurances	0,00%	0,00%	83,52%	83,52%
GLOBAL VIDA	(*)	NI	Portugal	Assurances	0,00%	0,00%	83,57%	83,57%
CNP SEGUROS DE VIDA		IG	Argentine	Assurances	76,47%	76,47%	76,47%	76,47%
CNP Holding Brasil		IG	Brésil	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CAIXA SEGUROS		IG	Brésil	Assurances	51,75%	51,75%	51,75%	51,75%
CNP UNICREDIT VITA		IG	Italie	Assurances	57,50%	57,50%	57,50%	57,50%
CNP VIDA		IG	Espagne	Assurances	94,00%	94,00%	94,00%	94,00%
MARFIN INSURANCE HOLDINGS Ltd		IG	Chypre	Assurances	50,10%	50,10%	50,10%	50,10%
CNP Europe		IG	Irlande	Assurances	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
BARCLAYS VIDA Y PENSIONES		IG	Espagne	Assurances	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
2. OPCVM								
UNIVERS CNP 1 FCP		IG	France	Opcvm	99,79%	99,79%	99,79%	99,79%
CNP ASSUR EURO SI		IG	France	Opcvm	97,06%	97,06%	97,02%	97,02%
Ecureuil Profil 30		IG	France	Opcvm	95,22%	95,22%	94,79%	94,79%
LBPAM PROFIL 50 D 5DEC		IG	France	Opcvm	71,65%	71,65%	71,24%	71,24%
LBPAM ACT. DIVERSIF 5DEC		IG	France	Opcvm	74,50%	74,50%	73,93%	73,93%
CNP ACP OBLIG FCP		IG	France	Opcvm	49,73%	49,73%	49,71%	49,71%
BOULE DE NEIGE 3 3DEC		IG	France	Opcvm	60,90%	60,90%	60,51%	60,51%
CDC IONIS FCP 4DEC		IG	France	Opcvm	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CNP ACP 10 FCP		IG	France	Opcvm	49,69%	49,69%	49,74%	49,74%
Ecureuil Profil 90		IG	France	Opcvm	54,41%	54,41%	54,55%	54,55%
PROGRESSIO 5 DEC		IG	France	Opcvm	92,23%	92,23%	92,02%	92,02%
AL DENTE 3 3 DEC		IG	France	Opcvm	56,07%	56,07%	55,66%	55,66%
VIVACCIO ACT 5DEC		IG	France	Opcvm	80,81%	80,81%	80,46%	80,46%
CNP ASSUR ALT. 3DEC		IG	France	Opcvm	99,78%	99,78%	99,13%	99,13%
3. Activités Immobilières								
ASSURBAIL		IG	France	Crédit bail immobilier	99,07%	99,07%	99,07%	99,07%
AEP3 SCI		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CIMO		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
AEP4 SCI		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
PB6		IP	France	Immobilier	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SICAC		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CNP IMMOBILIER		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ASSURIMMEUBLE		IG	France	SCI	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Ecureuil Vie Développement		IG	France	Courtage	51,00%	51,00%	51,00%	51,00%

(*) Cession le 3 mars 2010.

4.2 Ventilation du prix d'acquisition de Barclays Vida y Pensiones

En M€	à 100%	Quote-part CNP 50%
Coût d'acquisition	407,7	242,5
<i>Prix avant ajustement</i>	280,0	140,0
<i>Ajustement contractuel</i>	50,4	25,2
<i>Complément de prix, fonction des réalisations à venir des objectifs</i>	73,6	73,6
<i>Frais d'acquisition</i>	3,7	3,7
Actif Net Comptable au 01/09/2009	167,7	83,8
Valeur de portefeuille nette d'impôts	72,4	36,2
Valeur des accords de distribution nette d'impôts	123,3	61,7
Goodwill		60,8

Dans le cadre des travaux d'acquisition prévus par la norme IFRS 3 (version 2004), l'écart d'acquisition définitif de Barclays Vida y Pensiones sera calculé au plus tard le 31 août 2010.

Au 31 décembre 2009, la totalité de la différence de première consolidation avait été intégralement affectée à l'écart d'acquisition.

Les travaux du premier semestre ont permis d'allouer au 30 juin 2010 l'écart de première consolidation aux actifs incorporels détaillés ci-après. Ces actifs incorporels comprennent :

- pour un montant de 101,4 M€ brut d'impôts (72,4 M€ net d'impôts), la valeur des portefeuilles de contrats acquis correspondant à la valeur actualisée des profits futurs relatifs aux contrats déjà souscrits à la date d'acquisition ;
- pour un montant de 172,7 M€ brut d'impôts (123,3 M€ net d'impôts), la valeur de l'accord de distribution, liée aux affaires nouvelles futures. La valeur de l'accord de distribution est estimée entre autre à partir des paiements futurs de compléments de prix dus à l'ouverture de nouvelles agences du partenaire distributeur Barclays.

L'écart d'acquisition qui résulte après enregistrement de ces actifs incorporels s'élève à 60,8 M€.

Note 5. Analyse sectorielle

5.1 Bilan par secteur d'activité au 30 juin 2010

ACTIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Ecarts d'acquisition et portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	452,0	27,2	363,1	2,4	844,7
Placements financiers et investissements dans les entreprises associées	254 751,3	29 006,5	11 499,8	368,6	295 626,2
Autres actifs (y compris PB différée active)					15 682,5
Total Actif					312 153,4

PASSIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Capitaux propres totaux	8 638,2	1 189,6	2 724,8	34,3	12 586,9
Passifs relatifs à des contrats financiers (y compris PB différée passive)	158 789,6	7 423,8	538,7		166 752,1
Passifs relatifs à des contrats d'assurance	81 239,5	25 795,6	8 417,8		115 452,9
Autres passifs					17 361,5
Total Passif					312 153,4

5.2 Bilan par secteur d'activité au 31 décembre 2009

ACTIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Ecarts d'acquisition et portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	567,0	6,5	269,7	2,5	845,7
Placements financiers et investissements dans les entreprises associées	244 146,2	29 086,8	13 805,5	110,4	287 148,9
Autres actifs (y compris PB différée active)					13 882,1
Total Actif					301 876,7

PASSIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Capitaux propres totaux	8 839,0	1 040,8	2 533,5	12,2	12 425,5
Passifs relatifs à des contrats financiers (y compris PB différée passive)	156 624,1	7 328,2	551,1		164 503,4
Passifs relatifs à des contrats d'assurance	75 609,8	23 742,7	7 740,8		107 093,3
Autres passifs					17 854,5
Total Passif					301 876,7

5.3 Bilan par secteur d'activité au 30 juin 2009

ACTIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Ecarts d'acquisition et portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	522,2	93,2	290,7	0,1	906,2
Placements financiers et investissements dans les entreprises associées	230 451,8	23 251,5	10 058,6	168,1	263 930,0
Autres actifs (y compris PB différée active)					13 740,1
Total Actif					278 576,3

PASSIF (En millions d'euros)	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total
Capitaux propres totaux	8 083,7	892,0	2 032,4	5,7	11 013,8
Passifs relatifs à des contrats financiers (y compris PB différée passive)	149 957,5	6 476,2	322,5	0,0	156 756,2
Passifs relatifs à des contrats d'assurance	65 889,1	21 504,6	7 981,5	0,0	95 375,2
Autres passifs					15 431,1
Total Passif					278 576,3

5.4 Compte de résultat par secteur d'activité au 30 juin 2010

(En millions d'euros)	30/06/2010					Rapprochement chiffre d'affaires IFRS	
	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total	Retraitements liés à la comptabilité de dépôts (IAS39)	Chiffre d'affaires IFRS
Chiffre d'affaires (collecte brute)	13 914,0	1 748,4	2 746,1		18 408,5	-712,0	17 696,5
Collecte nette	4 585,2	774,8	1 680,9		7 040,9		
Produit Net d'Assurances	696,1	95,0	566,8	53,7	1 411,6		
Frais généraux	-219,5	-46,1	-145,9	-19,2	-430,7		
Résultat Brut d'Exploitation	476,6	48,9	420,9	34,5	980,9		
Charges de financement					-39,3		
Mise en équivalence					0,0		
Eléments non courants					-1,9		
Charge d'impôt (taux effectif)					-315,1		
Intérêts minoritaires					-103,6		
Effets des marchés sur portefeuilles Trading					-17,1		
Plus values nettes actions et immobilier					38,4		
Résultat Net Part du Groupe					542,4		

5.5 Compte de résultat par secteur d'activité au 31 décembre 2009

(En millions d'euros)	31/12/2009					Rapprochement chiffre d'affaires IFRS	
	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total	Retraitements liés à la comptabilité de dépôts (IAS39)	Chiffre d'affaires IFRS
Chiffre d'affaires (collecte brute)	25 256,4	3 193,7	4 998,5		33 448,6	-863,0	32 586,6
Collecte nette	8 354,3	1 593,9	2 666,3		12 614,4		
Produit Net d'Assurances	1 320,9	288,1	865,7	77,2	2 551,9		
Frais généraux	-395,2	-89,8	-281,2	-29,4	-795,6		
Résultat Brut d'Exploitation	925,7	198,3	584,5	47,8	1 756,3		
Charges de financement					-85,4		
Mise en équivalence					31,7		
Eléments non courants					-220,5		
Charge d'impôt (taux effectif)					-543,8		
Intérêts minoritaires					-154,2		
Effets des marchés sur portefeuilles Trading					280,7		
Plus values nettes actions et immobilier					-60,6		
Résultat Net Part du Groupe					1 004,1		

5.6 Compte de résultat par secteur d'activité au 30 juin 2009

(En millions d'euros)	30/06/2009					Rapprochement chiffre d'affaires IFRS	
	Epargne	Retraite	Risques	Autres hors assurances	Total	Retraitements liés à la comptabilité de dépôts (IAS39)	Chiffre d'affaires IFRS
Chiffre d'affaires (collecte brute)	13 707,0	1 547,8	2 469,1		17 723,8	-166,3	17 557,5
Collecte nette	5 322,5	747,0	1 310,3		7 379,7		
Produit Net d'Assurances	657,8	107,3	480,4	34,6	1 280,1		
Frais généraux	-217,2	-44,9	-141,6	0,3	-403,4		
Résultat Brut d'Exploitation	440,5	62,4	338,8	34,9	876,6		
Charges de financement					-45,2		
Mise en équivalence					14,0		
Charge d'impôt (taux effectif)					-281,2		
Intérêts minoritaires					-60,9		
Effets des marchés sur portefeuilles Trading					76,4		
Plus values nettes actions et immobilier					-77,5		
Résultat Net Part du Groupe					502,3		

Note 6. Actifs incorporels

6.1 Synthèse des actifs incorporels

30/06/2010

En millions d'€	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Reprises	Valeur nette
Ecarts d'acquisition ⁽¹⁾	854,4	-63,0	-104,0	0,0	687,4
Valeurs de portefeuille ⁽²⁾	471,9	-186,9	-127,7	0,0	157,3
Valeur des accords de distribution	172,7	-5,7	0,0	0,0	167,0
Logiciels	225,1	-189,2	-0,1	0,0	35,7
* logiciels développés en interne	88,9	-71,9	0,0	0,0	17,0
* logiciels autres	136,2	-117,3	-0,1	0,0	18,7
TOTAL	1 724,1	-444,8	-231,8	0,0	1 047,4

31/12/2009

En millions d'€	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Reprises	Valeur nette
Ecarts d'acquisition ⁽¹⁾	938,1	-58,5	-104,0	0,0	775,6
Valeurs de portefeuille ⁽²⁾	356,2	-158,3	-127,7	0,0	70,2
Logiciels	213,6	-181,7	-0,1	0,0	31,8
* logiciels développés en interne	83,5	-69,9	0,0	0,0	13,5
* logiciels autres	130,1	-111,8	-0,1	0,0	18,2
TOTAL	1 507,9	-398,5	-231,8	0,0	877,6

30/06/2009

En millions d'€	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Reprises	Valeur nette
Ecarts d'acquisition ⁽¹⁾	810,1	-68,3	0,0	0,0	741,8
Valeurs de portefeuille	301,7	-137,3	0,0	0,0	164,4
Logiciels	205,5	-173,3	0,0	0,0	32,1
* logiciels développés en interne	81,4	-68,4	0,0	0,0	13,0
* logiciels autres	124,1	-104,9	0,0	0,0	19,1
TOTAL	1 317,3	-378,9	0,0	0,0	938,3

(1) Les amortissements ont été réalisés selon les règles comptables locales avant l'application des normes IFRS au 1^{er} janvier 2005.

(2) Le montant de dépréciation brut d'impôt est comptabilisé dans le poste du compte de résultat "Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés".

6.2 Écarts d'acquisition

6.2.1 Valeur des écarts d'acquisition

<i>En millions d'€</i>	Ecart d'acquisition à l'origine	Ecart d'acquisition net au 30/06/2010	Ecart d'acquisition net au 31/12/2009	Ecart d'acquisition net au 30/06/2009
Global	34,4	0,0	0,0	25,8
Global Vida	17,8	0,0	0,0	13,3
La Banque Postale Prévoyance	45,8	22,9	22,9	22,9
Groupe Caixa	360,6	270,2	239,8	218,1
CNP Unicredit Vita	366,5	247,6	262,5	366,5
Marfin Insurance Holdings Ltd	85,9	85,9	85,9	95,2
Barclays Vida y Pensiones	60,8	60,8	164,5	-
TOTAL	971,8	687,4	775,6	741,8

Au 30 juin 2010, le groupe CNP s'est assuré qu'au moins deux indices internes de perte de valeur n'étaient pas concomitamment au-delà des seuils de déclenchement d'une présomption de perte de valeur par rapport au dernier calcul de valeur recouvrable réalisé au 31 décembre 2009 et aucun test de dépréciation des écarts d'acquisition n'a été mis en œuvre.

Barclays Vida y Pensiones

Voir le paragraphe 4.2 sur la ventilation du prix d'acquisition de Barclays Vida y Pensiones

CNP UniCredit Vita

Au 31 décembre 2009, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle appartient CNP UniCredit Vita, correspond à sa valeur d'utilité, fondée sur la valeur de ses actifs nets et des flux de trésorerie futurs attendus des contrats existants et des affaires nouvelles. La valeur des revenus futurs est estimée sur la base des valorisations intrinsèques des portefeuilles des contrats d'assurance vie et d'investissement et de la valeur des affaires nouvelles. Ces flux de trésorerie futurs attendus sont issus des prévisions d'activité (2010-2017) validées par la direction, extrapolées en tenant compte d'un taux de croissance stable ou décroissant des affaires nouvelles de 2018 à 2029 et actualisés à un taux après impôts compris entre 5.4% pour les contrats en portefeuille et 7.4% pour les maturités longues. Le taux d'actualisation équivalent de 6.5% est cohérent avec le coût moyen pondéré du capital. Une hausse de 100bp du taux d'actualisation équivalent conduisait au 31 décembre 2009 à une diminution de la valeur recouvrable de 47 M€.

La valeur recouvrable intègre comme précisé dans les principes comptables l'hypothèse d'un renouvellement de l'accord de distribution.

Par ailleurs, UniCredit et CNP Assurances ont signé fin mai 2010 un accord visant à renforcer leur partenariat, notamment par la volonté des deux partenaires de développer une activité de prévoyance et la décision de rendre l'accord de distribution renouvelable tacitement annuellement à l'issue du terme contractuel actuel (décembre 2017).

Groupe Caixa

Au 31 décembre 2009, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle appartient le groupe Caixa, correspond à sa valeur d'utilité, fondée sur la valeur de ses actifs nets et des flux de trésorerie futurs attendus des contrats existants et des affaires nouvelles. Ces flux de trésorerie futurs attendus sont issus des prévisions d'activité (2010-2015) validées par la direction, extrapolées en tenant compte d'un taux de croissance stable ou décroissant des affaires nouvelles de 2015 à 2034 et actualisés à un taux après impôts de 12%.

Une variation raisonnable du taux d'actualisation des flux futurs ne conduit pas à comptabiliser de dépréciation.

A ce jour, la seule prise en compte des flux futurs dans la limite de ceux générés jusqu'à la fin de l'accord en cours, ne conduirait pas à comptabiliser de dépréciation.

6.2.2 Réconciliation ouverture/clôture des écarts d'acquisition

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	775,6	712,2	712,2
Écarts d'acquisition résultant de prise de participations	0,0	164,5	0,0
Ajustements liés aux variations de valeur des actifs dans les 12 mois suivant l'acquisition	-103,7	-13,2	-3,8
Ajustements résultant des variations de complément de prix	0,0	0,0	0,0
Ajustements résultant de la reconnaissance postérieure d'actif d'impôt différés	0,0	0,0	0,0
Écarts de conversion sur le brut	34,9	63,4	38,5
Autres mouvements	-14,9	0,0	0,0
Dépréciation ("impairment losses")	0,0	-104,0	0,0
Écarts de conversion sur les mouvements	-4,5	-8,2	-5,0
Augmentation des taux d'intérêts (détention)	0,0	0,0	0,0
Actifs destinés à la vente et abandons d'activité	0,0	-39,1	0,0
Valeur nette comptable à la clôture	687,4	775,6	741,8

6.3 Valeurs de portefeuille et valeur des accords de distribution

6.3.1 Valeurs de portefeuille

<i>En millions d'€</i>	<i>Valeur du portefeuille à l'origine</i>	<i>Valeur de portefeuille nette au 30/06/2010</i>	<i>Valeur de portefeuille nette au 31/12/2009</i>	<i>Valeur de portefeuille nette au 30/06/2009</i>
Groupe Caixa	122,6	9,9	10,1	10,5
CNP Unicredit Vita	175,3 ⁽¹⁾	0,0	0,0	132,3
CNP Vida	24,0	20,0	20,7	21,2
CNP Seguros de Vida	0,9	0,2	0,3	0,4
Marfin Insurance Holdings Ltd	44,4	37,2	39,1	0,0
Barclays Vida y Pensiones	101,4 ⁽²⁾	90,0	0,0	0,0
TOTAL	468,6	157,3	70,2	164,4

(1) La valeur de portefeuille de CNP UniCredit Vita a été dépréciée dans sa totalité, soit 45 M€ après impôts en part du Groupe.

(2) Au 30 juin 2010, une valeur de portefeuille de Barclays Vida y Pensiones de 101,4 M€ brute d'impôts a été comptabilisée pour la part à 100%.

6.3.2 Variation des valeurs de portefeuille

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute à l'ouverture	356,2	286,1	286,1
Entrée de périmètre	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	14,3	25,7	15,6
Acquisitions de l'exercice	101,4 ⁽¹⁾	44,4	0,0
Cessions de l'exercice	0,0	0,0	0,0
Valeur brute à la clôture	471,9	356,2	301,7
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	-289,7	-116,9	-116,9
Ecart de conversion	-13,1	-23,0	-13,9
Charges d'amortissement de l'exercice ⁽²⁾	-11,8	-22,1	-9,6
Dépréciations de l'exercice ⁽³⁾	0,0	-127,7	0,0
Reprises de l'exercice	0,0	0,0	0,0
Cessions de l'exercice	0,0	0,0	0,0
Cumul des amortissements et dépréciations à la clôture	-314,6	-289,7	-140,4
Valeur nette comptable à la clôture	157,3	66,5	161,3

(1) cf. note 4.2.

(2) Au 31 décembre 2009, en attendant l'évaluation définitive de la valeur de portefeuille de Barclays Vida y Pensiones, dans le cadre des travaux d'acquisition prévus par les normes IFRS, le groupe CNP Assurances a comptabilisé une charge de 3,7 M€ (1,8 M€ en part du groupe brut d'impôts) pour tenir compte dès la fin de cet exercice d'un amortissement dans les comptes consolidés au titre de cette valeur de portefeuille.

Néanmoins, la valeur de l'écart d'acquisition sur Barclays Vida y Pensiones (valeur de 164,5 M€) n'a pas été réduite de cet amortissement de la valeur de portefeuille estimée, afin de ne pas préjuger des derniers travaux d'allocation de ce goodwill. La très faible matérialité du montant explique que le groupe CNP Assurances a maintenu cet amortissement au bilan et ceux comptabilisés en charge dans le compte de résultat.

(3) Le montant de dépréciation brut d'impôt de la valeur de portefeuille de CNP UniCredit Vita est comptabilisé dans le poste du compte de résultat « Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés ».

6.4 Valeurs des accords de distribution

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	0,0	0,0	0,0
Acquisitions de l'exercice ⁽³⁾	172,7	0,0	0,0
Amortissement de l'exercice	-5,7	0,0	0,0
Ajustements	0,0	0,0	0,0
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,0	0,0	0,0
Autres variations	0,0	0,0	0,0
Valeur nette comptable à la clôture	167,0	0,0	0,0

(3) Au 30 juin 2010, une valeur d'accord de distribution de Barclays Vida y Pensiones de 172,7 M€ brute d'impôts a été comptabilisée pour la part à 100%.

6.5 Logiciels

6.5.1 Logiciels développés en interne

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	13,5	12,0	12,0
Acquisitions de l'exercice	5,5	4,4	2,3
Amortissement de l'exercice	-2,0	-2,9	-1,3
Perte de valeur	0,0	0,0	0,0
Ecart de conversion	0,0	0,0	0,0
Autres variations	0,0	0,0	0,0
Valeur nette comptable à la clôture	17,0	13,5	13,0

6.5.2 Autres logiciels et autres immobilisations incorporelles

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	18,2	17,2	17,2
Acquisitions de l'exercice	6,0	13,1	7,6
Amortissement de l'exercice	-5,5	-12,0	-5,9
Perte de valeur	0,0	-0,1	0,0
Ecart de conversion	0,0	0,0	0,0
Autres variations	0,0	0,0	0,2
Valeur nette comptable à la clôture	18,7	18,2	19,1

Note 7. Immeubles de placement et d'exploitation

L'objectif de cette annexe est de présenter pour chaque catégorie d'immeubles le montant des pertes de valeur comptabilisées dans le compte de résultat au cours de la période ainsi que le(s) poste(s) dans le(s)quel(s) ces pertes de valeurs sont incluses et reprises.

Cette annexe présente :

- la valeur comptable brute et le cumul des amortissements (ajouté aux cumuls des pertes de valeur) en début et en fin de période ;
- un rapprochement entre la valeur comptable de l'immeuble de placement à l'ouverture et à la clôture de la période, montrant les entrées, les sorties, les amortissements, le montant des pertes de valeur comptabilisées et le montant des pertes de valeur reprises au cours de la période, les écarts de change nets provenant de la conversion des états financiers dans une autre monnaie de présentation et de la conversion d'une activité étrangère dans la monnaie de présentation de l'entité présentant les états financiers, les transferts vers et depuis les catégories stocks et biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les autres changements ;
- la juste valeur de l'immeuble de placement qui, pour le groupe CNP Assurances, est support de contrats en UC.

7.1 Immeubles de placement

Valeur comptable des immeubles de placement (En millions d'€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Immeubles de placements au coût historique			
Valeur comptable brute	1 174,3	1 182,8	1 485,4
Cumul des amortissements	-345,5	-339,0	-445,0
Cumul des pertes de valeurs	-26,7	-25,9	-26,6
Valeur comptable nette	802,1	817,9	1 013,8
Immeubles de placements en juste valeur			
Valeur comptable brute	469,5	466,1	498,6
Total des immeubles de placements	1 271,6	1 284,1	1 512,4

Immeubles de placement hors immeubles détenus dans le cadre de contrats en unités de compte (En millions d'€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	817,9	1 035,2	1 035,2
Acquisitions	0,4	0,4	0,6
Entrées de dépenses ultérieures dans la valeur comptable d'un actif	0,7	59,3	3,0
Entrées résultant d'acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	0,0	0,0	0,0
Sorties	-9,7	-347,5	-0,1
Amortissements de l'exercice	-11,2	-27,1	-13,8
Pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de la période	-2,1	-11,2	-11,2
Pertes de valeur reprises dans le résultat de la période	4,7	114,0	0,0
Ecart de conversion	0,0	0,0	0,0
Autres variations	1,4	-0,1	0,1
Actifs destinés à la vente et abandons d'activité	0,0	-5,2	0,0
Valeur nette comptable à la clôture	802,1	817,9	1 013,8

Immeubles de placements en UC (En millions d'€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	466,1	520,6	520,6
Acquisitions	0,4	7,6	5,7
Entrées de dépenses ultérieures dans la valeur comptable d'un actif	0,0	0,0	0,0
Entrées résultant d'acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	0,0	0,0	0,0
Sorties	0,0	-30,7	-0,8
Profits/Pertes nets d'ajustement de la juste valeur	4,0	-40,2	-21,8
Ecart de conversion	0,0	0,0	0,0
Transfert vers les catégories des stocks et biens immobiliers occupés par leur propriétaire	0,0	0,0	0,0
Transfert depuis les catégories des stocks et biens immobiliers occupés par leur propriétaire	0,0	0,0	0,0
Autres variations	-1,0	8,8	-5,1
Valeur comptable à la clôture	469,5	466,1	498,6

Tel que stipulé dans les principes comptables, les immeubles de placement en face de contrats en UC sont valorisés à la juste valeur, contrairement aux autres immeubles de placement valorisés selon le modèle du coût amorti.

7.2 Immeubles d'exploitation

Immeubles d'exploitation (En millions d'€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	113,0	144,4	144,4
Acquisitions	0,5	1,5	2,6
Entrées de dépenses ultérieures dans la valeur comptable d'un actif	0,0	1,9	1,8
Entrées résultant d'acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	0,0	0,0	0,0
Sorties	0,0	-0,7	0,0
Amortissements de l'exercice	-2,4	-5,2	-2,5
Pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de la période	-0,1	-7,1	-7,0
Pertes de valeur reprises dans le résultat de la période	5,9	1,0	0,6
Ecarts de conversion	0,5	0,9	0,5
Transferts	-0,4	-12,6	1,0
Actifs destinés à la vente et abandons d'activité	0,0	-11,1	0,0
Valeur nette comptable à la clôture	117,0	113,0	141,4

Note 8 Placements

8.1 Inventaire des placements par nature

L'objectif est de présenter, pour chaque catégorie d'actifs et par intention de gestion, le détail de la juste valeur des titres détenus par le groupe CNP Assurances.

8.1.1 Inventaire des placements

En millions d'€		30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
		Dépréciations	Valeurs comptables	Dépréciations	Valeurs comptables	Dépréciations	Valeurs comptables
JV avec variation de JV par résultat (*)	Obligations TF		17 265,5		16 810,5		15 821,4
	Obligations TV		9 952,1		10 286,9		9 810,5
	TCN		252,1		303,0		1 361,1
	ACTIONS		6 090,7		6 351,8		5 342,0
	OPCVM		27 239,3		27 420,5		24 926,3
	Parts de SCI		1 420,3		1 458,3		1 510,5
	Autres (dont titres prêtés et pensions)		0,8		0,5		1,2
	Total		62 220,8		62 631,5		58 773,0
Instruments dérivés	Instruments dérivés (Juste Valeur positive)		2 695,5		2 661,0		2 056,0
	Instruments dérivés (Juste Valeur négative)		-2 306,1		-1 970,7		-1 083,9
	Total		389,4		690,3		972,1
AFS	Obligations TF	-220,0	174 385,6	-218,1	162 705,8	-216,9	151 531,0
	Obligations TV	0,0	7 989,6	0,0	7 729,0	0,0	8 036,4
	TCN	0,1	8 070,2	0,1	6 388,6	0,0	4 902,9
	Actions	-4 605,2	15 807,4	-4 277,2	16 220,2	-4 748,2	13 258,3
	OPCVM	-491,3	10 201,8	-467,1	14 314,9	-445,4	11 023,6
	Parts de SCI	-124,3	2 746,5	-100,6	3 783,6	-93,1	3 463,9
	Titres participatifs	-1,0	75,1	-0,7	63,9	-0,7	64,9
	Autres (dont titres prêtés et pensions)	-487,4	5 200,7	-617,7	5 633,0	-479,5	5 304,3
	Total	-5 929,2	224 476,9	-5 681,3	216 839,2	-5 983,8	197 585,3
HTM	Obligations TF	-47,0	1 190,0	-51,0	1 209,9	-30,6	1 141,7
	Total	-47,0	1 190,0	-51,0	1 209,9	-30,6	1 141,7
Prêts et avances	Prêts et avances	0,0	3 703,9	0,0	2 451,4	0,0	2 367,2
	Total	0,0	3 703,9	0,0	2 451,4	0,0	2 367,2
Immeubles de placements	Immeubles de placement en coût amorti	-26,7	802,1	-25,9	817,9	-26,6	1 013,8
	Immeubles de placement en juste valeur		469,5		466,1		498,6
	Total	-26,7	1 271,6	-25,9	1 284,1	-26,6	1 512,4
TOTAL	-6 002,9	293 252,6	-5 758,2	285 106,4	-6 041,0	262 351,7	

(*) Le classement des actifs en UC a été affiné dans la catégorie des actifs par juste valeur par résultat.

L'exposition du Groupe aux titres de dette émis par des Etats dont les spreads ont augmenté à partir de la fin de l'année 2009 (Italie, Grèce, Portugal, Espagne, Irlande) s'élève au 30 juin 2010 à 1.6 Mds€ net de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés. Par ailleurs, en l'absence de défaut avéré, aucun de ces titres, très majoritairement classés en AFS, n'a fait l'objet d'une dépréciation.

8.1.2 Réconciliation “Placements des activités d’assurance” au bilan / “Inventaire des placements” des annexes 8.1.1

En millions d'€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Annexe sur les placements	293 252,6	285 106,4	262 351,7
Bilan Passif - Instruments dérivés (juste valeur négative)	-2 306,2	-1 970,7	-1 083,9
Bilan Actif - Placements d'assurance	295 558,7	287 077,1	263 435,6
Ecart	0,0	0,0	0,0

8.2 Evaluation des actifs comptabilisés à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent la part des instruments financiers classés en juste valeur dont le cours est estimé à partir d'une technique de valorisation.

8.2.1 Méthodologies d'évaluation de la juste valeur au 30 juin 2010

En millions d'€	30/06/2010			Total
	Titres négociés sur un marché actif, valorisés selon leur dernière cotation	Titres valorisés selon une technique de valorisation utilisant des données de marché observables	Titres valorisés selon une technique de valorisation n'utilisant pas uniquement des données de marché observables	
Instruments à la juste valeur par résultat ¹	45 628,4	19 102,8	185,1	64 916,3
<i>Variation de juste valeur par résultat²</i>	-73,7	37,3	-31,6	-68,0
Titres disponibles à la vente	204 559,7	19 127,5	789,7	224 476,9
<i>Variation de juste valeur par capitaux propres³</i>	-246,6	44,4	32,4	-169,8
Titres détenus jusqu'à l'échéance ⁴	1 005,1	198,0	6,2	1 209,3
Total actifs financiers	251 193,2	38 428,3	981,0	290 602,5
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC sans participation discrétionnaire	903,0	40,5	0,0	943,5
Passifs relatifs à des contrats financiers en UC sans participation discrétionnaire	4 084,3	527,9		4 612,2
Instruments dérivés passifs	0,0	2 306,2	0,0	2 306,2
Total passifs financiers	4 987,3	2 874,6	0,0	7 861,9

(1) Comprend les dérivés actifs.

(2) Nette de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés et y compris dépréciation des titres disponibles à la vente.

(3) Nette de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés.

(4) Les titres sont renseignés à la juste valeur dans cette annexe.

8.2.2 Méthodologies d'évaluation de la juste valeur au 31 décembre 2009

En millions d'€	31/12/2009			Total
	Titres négociés sur un marché actif, valorisés selon leur dernière cotation	Titres valorisés selon une technique de valorisation utilisant des données de marché observables	Titres valorisés selon une technique de valorisation n'utilisant pas uniquement des données de marché observables	
Instruments à la juste valeur par résultat ¹	50 615,7	14 649,2	27,7	65 292,6
Variation de juste valeur par résultat ²	111,8	-39,5	0,0	72,3
Titres disponibles à la vente	196 644,0	19 663,3	531,9	216 839,2
Variation de juste valeur par capitaux propres ³	864,9	-36,7	31,0	859,2
Titres détenus jusqu'à l'échéance ⁴	1 061,2	156,2	5,5	1 222,9
Total actifs financiers	248 320,9	34 468,7	565,1	283 354,7
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs relatifs à des contrats financiers hors UC sans participation discrétionnaire	785,5	2,2	0,0	787,7
Passifs relatifs à des contrats financiers en UC sans participation discrétionnaire	5 108,5	41,1		5 149,6
Instruments dérivés passifs	0,0	1 970,7	0,0	1 970,7
Total passifs financiers	5 894,0	2 014,0	0,0	7 908,0

8.2.3 Réconciliation ouverture/clôture des instruments financiers valorisés selon une technique de valorisation n'utilisant pas uniquement des données de marché observables au 30 juin 2010

En millions d'€	30/06/2010									
	Valeur comptable d'ouverture	Impact des cessions de titres à la JV avec variation JV par résultat	Impact des cessions de titres disponibles à la vente	Réserve de réévaluation des titres AFS	Réévaluation à la juste valeur par résultat / Impairment	Acquisition	Échéance	Transfert dans la catégorie 3 (entrées)	Transfert en dehors de la catégorie 3 (sorties)	Valeur comptable de clôture
Instruments à la juste valeur par résultat	27,7	0,0	0,0	0,0	0,0	157,4	0,0	0,0	0,0	185,1
Titres disponibles à la vente	531,9	0,0	0,0	62,4	-58,5	146,2	0,0	128,2	-20,5	789,7
Titres détenus jusqu'à l'échéance	5,5	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2
Total actifs financiers	565,1	0,0	0,0	62,4	-57,8	303,6	0,0	128,2	-20,5	981,0
Total passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

8.2.4 Réconciliation ouverture/clôture des instruments financiers valorisés selon une technique de valorisation n'utilisant pas uniquement des données de marché observables au 31 décembre 2009

En millions d'€	31/12/2009									
	Valeur comptable d'ouverture	Impact des cessions de titres à la JV avec variation JV par résultat	Impact des cessions de titres disponibles à la vente	Réserve de réévaluation des titres AFS	Réévaluation à la juste valeur par résultat / Impairment	Acquisition	Échéance	Transfert dans la catégorie 3 (entrées)	Transfert en dehors de la catégorie 3 (sorties)	Valeur comptable de clôture
Instruments à la juste valeur par résultat	219,3	203,7	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	0,0	0,0	27,7
Titres disponibles à la vente	279,3	0,0	8,9	59,6	0,0	126,9	0,0	150,4	75,4	531,9
Titres détenus jusqu'à l'échéance	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5
Total actifs financiers	504,1	203,7	8,9	59,6	0,0	139,0	0,0	150,4	75,4	565,1
Total passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

8.3 Instruments dérivés

L'analyse détaillée des justes valeurs positives et justes valeurs négatives des instruments dérivés, et ce par tranche d'échéance, se présente comme suit :

En millions d'€	30/06/2010											
	< 1an		entre 1 et 5 ans		entre 6 et 10 ans		entre 11 et 15 ans		> 15 ans		Total	
	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-
SWAP	56,2	-214,3	362,9	-518,7	210,6	-214,1	164,8	-154,1	1 182,2	-1 002,8	1 976,7	-2 104,0
SWAPTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP / FLOOR	0,0	0,0	149,5	-4,9	408,6	-152,2	57,6	-5,5	0,0	0,0	615,7	-162,6
EQUITY	79,2	-37,4	17,7	-1,5	6,2	0,0	0,0	-0,6	0,0	0,0	103,1	-39,5
Total des dérivés	135,4	-251,7	530,1	-525,1	625,3	-366,3	222,5	-160,2	1 182,2	-1 002,8	2 695,5	-2 306,2

En millions d'€	31/12/2009											
	< 1an		entre 1 et 5 ans		entre 6 et 10 ans		entre 11 et 15 ans		> 15 ans		Total	
	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-
SWAP	49,8	-221,8	459,0	-505,0	80,8	-84,5	140,4	-134,3	1 143,9	-992,1	1 873,9	-1 937,7
SWAPTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP / FLOOR	0,2	0,0	161,9	-12,1	546,7	-14,5	50,4	-5,0	0,2	-0,2	759,3	-31,8
EQUITY	7,3	-0,2	15,4	-1,1	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,9	-1,3
Total des dérivés	57,2	-221,9	636,3	-518,2	632,7	-99,0	190,7	-139,3	1 144,1	-992,3	2 661,0	-1 970,7

30/06/2009												
En millions d'€	< 1an		entre 1 et 5 ans		entre 6 et 10 ans		entre 11 et 15 ans		> 15 ans		Total	
	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-	JV+	JV-
SWAP	50,0	-197,4	163,5	-59,0	65,3	-72,4	30,4	-26,8	1 036,1	-685,6	1 345,2	-1 041,1
SWAPTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAP / FLOOR	0,1	0,0	92,2	-7,6	279,7	-12,7	53,0	-3,9	0,0	0,0	424,9	-24,1
EQUITY	33,2	-18,7	243,4	0,0	9,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	285,9	-18,7
Total des dérivés	83,3	-216,1	499,1	-66,5	354,2	-85,1	83,3	-30,7	1 036,1	-685,6	2 056,0	-1 083,9

8.4 Engagements donnés et reçus

Les engagements reçus correspondent pour l'essentiel aux nantissements de titres reçus des réassureurs. Ces nantissements couvrent les engagements théoriques acceptés par les réassureurs dans le cadre des contrats de réassurance existants.

Note 9. Ventilation des passifs relatifs à des contrats

L'objectif est de présenter les subdivisions des postes présentés au bilan. Les subdivisions des provisions techniques comprennent les postes tels que décrits dans les tableaux ci-dessous :

9.1 Ventilation des passifs au 30 juin 2010

En millions d'€	30/06/2010		
	Brut de réassurance	Net de réassurance	Réassurance
Contrats d'assurance non vie	5 792,2	5 082,8	709,4
- Provisions pour primes non acquises	340,2	326,0	14,2
- Provisions pour sinistres	815,8	677,2	138,6
- Provisions pour participation aux bénéfices (y compris la provision d'égalisation des contrats collectifs maintenue en dettes)	87,4	80,1	7,3
- Autres provisions techniques	4 548,8	3 999,5	549,3
- Provisions liées au test de suffisance du passif	0,0	0,0	0,0
Contrats d'assurance vie	109 660,7	103 531,1	6 129,7
- Provisions d'assurance vie	105 588,1	99 672,1	5 916,0
- Provisions pour sinistres	1 317,7	1 256,8	60,9
- Provisions pour participation aux bénéfices	2 632,5	2 479,6	152,8
- Autres provisions techniques	122,5	122,5	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	0,0	0,0	0,0
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	153 753,3	153 748,1	5,2
- Provisions d'assurance vie	150 141,7	150 136,5	5,2
- Provisions pour sinistres	2 089,1	2 089,1	0,0
- Provisions pour participation aux bénéfices	1 522,5	1 522,5	0,0
- Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	0,0	0,0	0,0
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	5 555,7	5 322,9	232,8
Instruments dérivés séparés sur contrats	0,0	0,0	0,0
Participation aux bénéfices différée passive	7 443,1	7 443,1	0,0
Total des passifs relatifs aux contrats	282 205,1	275 127,9	7 077,1
Participation aux bénéfices différée active	0,0	0,0	0,0

9.2 Ventilation des passifs au 31 décembre 2009

En millions d'€	31/12/2009		
	Brut de réassurance	Net de réassurance	Réassurance
Contrats d'assurance non vie	5 454,8	4 763,1	691,7
- Provisions pour primes non acquises	209,2	195,9	13,3
- Provisions pour sinistres	772,2	670,0	102,3
- Provisions pour participation aux bénéfices (y compris la provision d'égalisation des contrats collectifs maintenue en dettes)	76,3	68,7	7,6
- Autres provisions techniques	4 397,0	3 828,6	568,5
- Provisions liées au test de suffisance du passif	0,0	0,0	0,0
Contrats d'assurance vie	101 638,6	95 696,6	5 942,0
- Provisions d'assurance vie	98 409,1	92 517,5	5 891,5
- Provisions pour sinistres	1 144,2	1 097,9	46,3
- Provisions pour participation aux bénéfices	1 963,6	1 959,5	4,2
- Autres provisions techniques	121,6	121,6	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	0,0	0,0	0,0
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire (*)	151 676,3	151 672,7	3,7
- Provisions d'assurance vie	149 363,2	149 359,6	3,7
- Provisions pour sinistres	1 752,0	1 752,0	0,0
- Provisions pour participation aux bénéfices	561,1	561,1	0,0
- Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	0,0	0,0	0,0
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire (*)	5 937,3	5 695,3	242,1
Instruments dérivés séparés sur contrats	0,0	0,0	0,0
Participation aux bénéfices différée passive	6 889,8	6 889,8	0,0
Total des passifs relatifs aux contrats	271 596,8	264 717,3	6 879,4
Participation aux bénéfices différée active	0,0	0,0	0,0

(*) Un contrat d'un montant de 270 M€ a été reclassé depuis le 31 décembre 2009 de la catégorie « contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire » vers la catégorie « contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire ».

9.3 Ventilation des passifs au 30 juin 2009

En millions d'€	30/06/2009		
	Brut de réassurance	Net de réassurance	Réassurance
Contrats d'assurance non vie	5 452,0	4 732,8	719,3
- Provisions pour primes non acquises	298,0	278,2	19,8
- Provisions pour sinistres	807,9	649,4	158,5
- Provisions pour participation aux bénéfices (y compris la provision d'égalisation des contrats collectifs maintenue en dettes)	60,3	56,1	4,3
- Autres provisions techniques	4 285,8	3 749,2	536,6
- Provisions liées au test de suffisance du passif	0,0	0,0	0,0
Contrats d'assurance vie	89 923,1	84 416,7	5 506,4
- Provisions d'assurance vie	87 222,8	81 769,8	5 453,0
- Provisions pour sinistres	1 119,9	1 068,9	51,0
- Provisions pour participation aux bénéfices	1 470,9	1 468,6	2,4
- Autres provisions techniques	109,5	109,5	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	0,0	0,0	0,0
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	150 409,5	150 404,7	4,8
- Provisions d'assurance vie	147 446,5	147 441,7	4,8
- Provisions pour sinistres	1 815,7	1 815,7	0,0
- Provisions pour participation aux bénéfices	1 145,1	1 145,1	0,0
- Autres provisions techniques	0,1	0,1	0,0
- Provisions liées au test de suffisance des passifs	2,0	2,0	0,0
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	5 899,9	5 684,0	215,9
Instruments dérivés séparés sur contrats	0,0	0,0	0,0
Participation aux bénéfices différée passive (*)	446,9	446,9	0,0
Autres (frais d'acquisition reportés nets cédés)	0,0	18,2	-18,2
Total des passifs relatifs aux contrats	252 131,4	245 703,3	6 428,1
Participation aux bénéfices différée active (*)	-600,5	-600,5	0,0

(*) Compte tenu des moins values latentes comptabilisées sur le premier semestre 2009, l'application de la comptabilité reflet conduit à comptabiliser une participation aux bénéfices différée nette active. Le test de recouvrabilité (décrit au paragraphe 2.13.1) mené au 30 juin 2009 démontre la capacité du groupe à recouvrer cette participation active dans le temps sur des participations futures ou latentes. Le montant de la participation aux bénéfices différée nette active enregistre une baisse très significative par rapport aux arrêtés précédents.

Note 10. Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

L'objectif est de présenter le détail des créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance, avec un comparatif sur trois périodes.

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Primes acquises non émises	2 142,1	2 406,9	2 247,2
Autres créances nées d'opérations d'assurance	730,4	543,6	515,0
Créances nées d'opérations de réassurance	91,4	84,4	236,8
Total	2 963,9	3 034,9	2 999,1
Créances douteuses	3,1	3,0	2,9

Note 11. Dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance

L'objectif est de présenter le détail des dettes nées d'opération d'assurance et de réassurance avec un comparatif sur trois périodes.

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires	240,0	244,9	240,4
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 904,5	1 679,6	1 424,1
Dettes nées d'opérations de réassurance	370,7	377,7	473,7
Frais d'acquisition reportés	14,0	16,2	0,0
Total	2 529,2	2 318,5	2 138,1

Note 12. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué :

- des primes acquises,
- des chargements sur primes des contrats IAS 39 correspondant à un des éléments constitutifs de la ligne "chiffre d'affaires et produits des autres activités" du compte de résultat.

12.1 Primes acquises et chiffre d'affaires ou produits des autres activités

Activité et type de contrat	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Contrats Assurance	12 414,6	19 649,3	11 209,2
Vie	11 072,6	17 055,6	9 920,0
Primes pures	10 435,2	15 936,2	9 393,0
Chargements	637,3	1 119,5	527,0
Non vie	1 342,0	2 593,7	1 289,2
Primes pures	951,5	1 876,7	910,2
Chargements	390,6	717,0	379,0
Contrats financiers avec PB discrétionnaire (*)	5 245,7	12 873,8	6 318,4
Primes pures	5 167,1	12 712,0	6 229,5
Chargements	78,6	161,8	88,9
Primes acquises	17 660,3	32 523,1	17 527,6

Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Contrats financiers sans PB discrétionnaire (*)	45,8	89,8	46,3
Chargements	45,8	89,8	46,3
Flux	36,2	62,6	30,0
Encours	9,6	27,2	16,3
IAS 18	54,4	76,8	34,5
Autres activités	0,7	2,0	2,5
Total	100,9	168,6	83,3

(*) Un contrat d'un montant de 270 M€ a été reclassé depuis le 31 décembre 2009 de la catégorie « contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire » vers la catégorie « contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire ».

12.2 Réconciliation avec le chiffre d'affaires publié

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Primes acquises	17 660,3	32 523,1	17 527,6
Chargements sur flux IAS39	36,2	62,6	30,0
Total	17 696,5	32 585,6	17 557,5

12.3 Chiffre d'affaires par centre de partenariat

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
La Banque Postale	5 452,7	10 984,0	5 948,0
Caisse d'Epargne	6 175,8	10 346,6	5 848,5
CNP Trésor	346,5	673,4	352,2
Etablissements financiers	763,2	1 473,5	737,4
Entreprises et collectivités locales	854,5	1 881,1	1 173,1
Mutuelles	417,7	745,4	374,4
Filiales étrangères	3 598,3	6 296,9	3 016,9
Autres	87,9	184,8	106,9
Chiffre d'affaires brut	17 696,5	32 585,6	17 557,5

12.4 Chiffre d'affaires par segment de marché

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Epargne	13 415,9	24 711,2	13 550,6
Retraite	1 534,5	2 875,8	1 537,9
Prévoyance	878,7	1 486,3	744,9
Couverture de prêts	1 454,4	2 643,7	1 294,4
Frais de soins de santé	253,0	467,0	233,8
Dommages IARD	160,0	401,6	196,0
Total Prévoyance/Risque	2 746,1	4 998,6	2 469,1
Autres secteurs d'activités	0,0	0,0	0,0
Chiffre d'affaires brut	17 696,5	32 585,6	17 557,5

12.5 Chiffre d'affaires par société

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
CNP Assurances	12 833,5	23 999,6	13 399,2
CNP IAM	1 104,3	2 051,9	1 022,2
Préviposte	130,3	216,6	101,1
ITV	14,0	16,9	7,7
CNP International	0,0	0,0	0,0
La Banque Postale Prévoyance	95,7	161,6	80,8
Global	0,0	138,3	70,4
Global Vida	0,0	54,8	27,5
CNP Seguros de Vida	6,2	7,9	3,5
Caixa Seguros	1 205,4	1 878,6	827,7
CNP Unicredit Vita	1 871,9	3 502,0	1 788,6
CNP Vida	169,1	264,0	138,2
Marfin Insurance Holdings Ltd	99,9	214,4	90,1
CNP Europe	11,1	0,9	0,5
Barclays Vida y Pensiones	155,1	78,1	0,0
Chiffre d'affaires brut	17 696,5	32 585,6	17 557,5

12.6 Chiffre d'affaires direct et accepté

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Affaires directes	17 181,9	31 761,4	17 150,0
Affaires acceptées	514,6	824,2	407,5
Chiffre d'affaires brut	17 696,5	32 585,6	17 557,5

Note 13. Produits de placements

13.1 Produits et charges financiers

L'objectif de cette annexe est de présenter les éléments importants de produits, charges, profits ou pertes générés par des actifs ou des passifs financiers, qu'ils aient été inclus en résultat ou dans une rubrique distincte des capitaux propres, et ce sur trois exercices consécutifs.

En millions d'€		30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Portefeuille des actifs disponibles à la vente	Résultats sur titres de créances	62,2	-237,7	-135,0
	Produits d'intérêts	3 821,7	7 099,4	3 337,1
	Produits sur autres placements	627,2	1 284,1	631,4
	PV et MV de cession	341,9	832,7	330,3
	Impairments	-247,7	-174,2	-464,0
	Total des revenus sur le portefeuille des actifs disponibles à la vente	4 605,3	8 804,4	3 699,9
Portefeuille des actifs détenus jusqu'à l'échéance	Résultats sur titres de créances	-1,2	-1,5	0,5
	Produits d'intérêts	52,5	69,0	25,7
	Autres produits	1,5	5,8	0,0
	Impairments	4,0	-20,4	0,0
	Total des revenus sur le portefeuille des actifs détenus jusqu'à échéance	56,8	52,9	26,3
Portefeuille des actifs - Prêts et créances	Résultats sur titres de créances	0,0	0,0	0,0
	Produits d'intérêts	0,0	0,0	0,0
	Autres produits	0,0	0,0	0,0
	Impairments	0,0	0,0	0,0
	Total des revenus sur le portefeuille des actifs - Prêts et créances	0,0	0,0	0,0
Portefeuille des actifs à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat	Résultat sur titres de transaction et assimilés	559,6	6 014,3	1 343,2
	Résultat sur instruments dérivés de transaction et de couverture	-346,1	-459,4	-47,0
	PV et MV de cession	141,4	161,5	6,9
	Total des revenus sur le portefeuille des actifs à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat	354,8	5 716,4	1 303,1
Immeubles de placement	Loyers et autres produits	101,2	187,6	96,3
	Variation de juste valeur	5,5	-42,6	-11,2
	PV et MV de cession	15,9	303,5	3,3
	Total immeubles de placement	122,7	448,5	88,4
Autres charges liées aux placements		-171,2	-346,2	-153,7
Plus values de dilution		0,0	0,0	0,0
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		4 968,4	14 676,1	4 963,8
Dette subordonnée au coût amorti		-39,3	-85,4	-45,2
Dette subordonnée à la juste valeur par résultat		0,0	0,0	0,0
Total des charges de financement		-39,3	-85,4	-45,2
TOTAL DES REVENUS DES ACTIFS NET DE CHARGES DE FINANCEMENT		4 929,1	14 590,6	4 918,7

Tableau de réconciliation des charges et produits financiers avec le compte de résultat :

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Produits financiers hors coût de l'endettement	5 200,7	15 191,8	5 194,7
Charges des placements et autres dettes financières hors coût de l'endettement	-232,2	-515,7	-230,9
Charges de financement	-39,3	-85,4	-45,2
Total	4 929,1	14 590,6	4 918,7

13.2 Dépréciation

L'objectif est de présenter la nature et le montant de toute perte de valeur comptabilisée en résultat au titre d'un actif financier, en distinguant séparément chaque catégorie importante d'actifs financiers.

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Actifs disponibles à la vente	-266,9	-579,4	-477,4
Obligations TF	-10,0	-12,7	-0,2
Obligations TV	0,0	0,0	0,0
TCN	0,0	0,0	0,0
Actions	-92,0	-293,4	-281,0
OPCVM Action	-28,5	-42,5	-46,7
Titres participatifs	-0,3	-0,2	-0,2
Autres (dont les FCP...)	-136,1	-230,6	-149,3
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	0,0	-20,4	0,0
Prêts et créances	0,0	0,0	0,0
Total des dotations aux provisions	-266,9	-599,8	-477,4
Actifs disponibles à la vente	19,3	405,3	13,4
Obligations TF	8,0	13,7	0,1
Obligations TV	0,0	0,0	0,0
TCN	0,0	0,0	0,0
Actions	5,6	369,0	5,0
OPCVM Action	3,4	2,8	0,0
Titres participatifs	0,0	0,0	0,0
Autres (dont les FCP...)	2,3	19,8	8,3
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	4,0	0,0	0,0
Prêts et créances	0,0	0,0	0,0
Total des reprises de provisions	23,3	405,3	13,4
Variation nette des dotations/reprises de provisions	-243,6	-194,5	-464,0

Note 14. Charge d'impôt

L'objectif de cette annexe est de présenter de façon distincte les principales composantes de la charge (produit) d'impôt.

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Charge fiscale courante	323,8	427,3	502,4
Charge fiscale différée	10,9	16,9	-241,1
Charge d'impôt	334,7	444,2	261,3

<i>En millions d'€</i>	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net consolidé	651,5	1 122,3	549,3
Taux d'impôt	33,94%	28,36%	32,24%
Impôt sur les résultats	334,7	444,2	261,3

III – Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Madame, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CNP Assurances, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charges des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire, et en particulier les normes IFRS3 révisée et IAS27 révisée qui n'ont pas d'incidence sur les comptes à fin juin 2010.

2 – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 30 juillet 2010

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
AUDIT

Eric DUPONT

MAZARS

Jean-Claude PAULY

IV – Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité au 30 juin 2010 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2010

Gilles BENOIST